l'unité

N° 273 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 2-8 décembre 1977



Etats-Unis - U.r.s.s.

LE DESEQUILIBRE DE LA TERREUR

Demouli

© Fondation Jaurès

LE LIVRE CLUB DIDEROT présente



LE CHEF-D'ŒUVRE DE PABLO NERUDA

Chant général

L'épopée héroïque et fraternelle des peuples latino-américains

Descriptif
Co-Edition Gallimard/Livre Club Diderot.
Traduction de Claude Couffon.
Un beau volume relié pleine toile, décorée aux fers originaux - format 14 x 20,5 cm
568 pages - 78 F.
Parution Fin Novembre 77.

edition club

Bulletin de Commande U
à retourner au LIVRE CLUB DIDEROT
13, bd Bourdon - 75004 PARIS

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Je désire recevoir l'Edition Club du Chant Général de Pablo Néruda (à paraître fin Novembre 77). Je verse ce jour : 78 F + 8 F de frais de port soit : 86 F.
Ci-joint : ☐ Chèque bancaire ☐ Mandat-lettre
☐ Chèque postal 3 volets sans n° de C.C.P.

sommaire

FRANCE

10
LA GUERRE SCOLAIRE N'AURA PAS LIEU, PAR ANTOINE VIOLET

12
RADIO-TELEVISION : BRISER LA BONNE PAROLE, PAR EDOUARD GUIBERT.



14
LA REVANCHE DE LA POLITIQUE, PAR GABRIELLE ROLIN

16
LES QUATRE CAMPAGNES DU P.S., PAR JEAN POPEREN

Photos et dessins : Adja (pages 12, 20), A.f.p. (pages 4, 18, 19, 26), Cagnat (page 13), Camera-press (pages 28,29), Coureuil (page 5), Demoulin (pages 1, 9, 11, 25), Pascal Lebrun (pages 11, 16, 21, 24, 26, 27), Pym (page 18), Schatzberg (pages 30, 31), Solo (pages 32, 33), Sygma (pages 8, 9, 10, 17, 22).

DOCUMENT

4
LE DESEQUILIBRE DE LA TERREUR, PAR JACQUES HUNTZINZER
▶ LE PARAPLUIE AMERICAIN EST-IL OUVERT ?



21
BUDGET 1978 : PETITES FAVEURS ET GRANDES INJUSTICES, PAR ANDRE BOULLOCHE

MONDE

22
PROCHE-ORIENT : DANS UN MOIS, DANS UN AN... OU JAMAIS, PAR CLAUDE ESTIER.
▶ ENTRETIEN AVEC EZZEDINE KALAK, REPRESENTANT DE L'O.L.P. A PARIS.

SOCIETE

25
LES MAGISTRATS CONTRE PEYREFITTE, PAR JEAN-LOUP REVERIER

26
L'ESPELIDOU REVIT, PAR EMMANUELE PLAS



LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

28
CETTE SEMAINE, LORIN MAAZEL S'ENTRETIENT AVEC CLAUDE GLAYMAN



LIVRES

30
PAROLES DE FEMMES, PAR ANNE MANCERON

En raison de la grève nationale du 1er décembre — à laquelle le Parti socialiste comme la rédaction de « l'Unité » apportent leur soutien total — la fabrication de ce numéro a dû être avancée de 24 heures mais sa distribution doit subir des perturbations dont nous nous excusons auprès de nos lecteurs.

A l'occasion du
« Jour de l'émigrant »
la fédération France-Nord du P.s.o.e.
organise un grand meeting

DIMANCHE
4 DECEMBRE

à partir de 20 heures
à la Mutualité
avec la participation de

FELIPE GONZALEZ
ET FRANÇOIS
MITTERRAND

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

▶ abonnement d'un an (150 F) ☐

▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

en souhaitant recevoir en cadeau (pour un abonnement d'un an)

▶ soit le livre de Claude Estier ☐

▶ soit le livre de Pierre Mauroy ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unite » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

Etats-Unis - U.r.s.s.

LE DESEQUILIBRE DE LA TERREUR

La paix atomique, loin d'être stable et durable, devient en fait, au fil des ans, une forme de sécurité de plus en plus dangereuse et incertaine

La convention nationale chargée de fixer la position du Parti socialiste sur les problèmes de défense est convoquée pour les samedi 10 et dimanche 11 décembre. Elle sera saisie d'un projet de motion signé par l'ensemble des membres du bureau exécutif, appartenant aussi bien à la majorité qu'à la minorité du Parti.

Ce texte, publié intégralement dans « le Poing et la rose », constitue un effort réussi de conciliation entre les partisans et les adversaires de l'arme atomique, conciliation qui a été possible dans la mesure où les uns et les autres se fondent sur les principes qui ont toujours guidé les socialistes dans la lutte pour la paix et le désarmement.

Le projet de motion rappelle en préambule qu'au cours des négociations pour l'actualisation du Programme commun des bases d'accord avaient été dégagées sur les quatre points suivants :

1) L'objectif d'un gouvernement de gauche restera la renonciation à l'arme nucléaire française sous quelque forme que ce soit ;

2) Le gouvernement recherchera les conditions d'un désarmement général et agira pour qu'une conférence mondiale ou, à défaut, une conférence des pays détenteurs de l'arme nucléaire soit au plus tôt réunie à cette fin ;

3) Notre armement nucléaire sera, en attendant, maintenu en état ;

4) La décision finale devra appartenir aux Français.

Ce sont ces bases d'accord — auxquelles le P.s., pour ce qui le concerne, se tient strictement — que le projet de motion s'efforce d'expliciter en développant trois thèmes :

— Lutte pour la paix et défense de la patrie ;

— Désarmement ;

— Alliances et autonomie de décision.

Dans le domaine du désarmement, les socialistes voudraient exprimer une volonté politique en proposant des mesures concrètes, et notamment la mise en question de certains éléments de la force nucléaire stratégique française tels que les vecteurs pilotés (Mirage) et, ultérieurement, les missiles du plateau d'Albion, toute décision dans ce dernier domaine restant soumise à la progression effective des négociations. Un amendement présenté par une trentaine de signataires, appartenant aussi bien au courant 1 qu'au courant 2, va plus loin dans cette voie en proposant que, « dans des délais rapprochés et déterminés, la France procède à une dénucléarisation militaire complète du territoire national par la renonciation au programme « Pluton » et aux missiles du plateau d'Albion ».

Ce débat sur la façon dont doit être conçue aujourd'hui la défense nationale d'une France indépendante a été conduit minutieusement et démocratiquement au sein du Parti socialiste. S'agissant d'une question qui engage l'avenir même de notre pays, elle ne saurait être traitée dans l'abstraction et indépendamment d'une connaissance précise du point où en est arrivée la course aux armements entre les deux principales puissances nucléaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique.

L'étude de Jacques Huntzinger que nous publions ci-après nous paraît donc une indispensable contribution pour introduire la discussion de la convention nationale de la semaine prochaine.

Les Grands sont-ils tout-puissants? Non pas. Il est tout à fait erroné de penser que les Etats-Unis et l'U.r.s.s. mènent le monde à leur guise, jouent avec les gouvernements et se font la guerre par petits interposés. Le monde est éclaté entre plus de cent cinquante Etats, et il est impossible à quiconque, quelle que soit sa puissance, de régenter la société internationale. Les Grands ne gouvernent pas le monde. Mais ils exercent une influence essentielle sur les relations internationales, car ils sont les seuls à pouvoir agir et intervenir aux quatre coins de la planète. D'autres puissances — comme la Chine, l'Allemagne fédérale ou la France — ont une influence dans leur région propre. Mais seuls deux Etats peuvent tout à la fois détruire la planète, assurer une présence militaire dans les cinq continents, intervenir dans les affaires du Proche-Orient ou de la Corne de l'Afrique, peser sur les votes de l'Assemblée générale de l'Onu. Les Etats-Unis et l'U.r.s.s. ne se partagent pas le monde, mais sont présents partout par leurs diplomaties, leurs moyens économiques et leurs forces militaires. Cette situation est nouvelle : si l'Amérique est une grande puissance depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, l'U.r.s.s. n'a acquis ce statut qu'au cours de ces dernières années. Auparavant, son rayon d'action était limité au continent européen. L'U.r.s.s., d'ailleurs, est loin d'être une puissance mondiale de même stature que les Etats-Unis. Ni le développement de sa marine, ni la présence de conseillers militaires ou de bases dans quelques Etats (Syrie, Ethiopie, etc...), ni l'influence diplomatique de Moscou en Asie ne compensent le poids formidable de la coopération économique et militaire, des pressions politiques et du dynamisme de Washington. Par exemple, les trois Etats du Maghreb sont tous liés à des titres divers à l'économie américaine ; de même, tous les Etats engagés dans le conflit du Proche-Orient sont soit directement, soit par le truchement de l'Arabie saoudite, dépendants d'aides, de prêts et d'investissements liés à la politique américaine.

Cela dit, aujourd'hui, les deux Grands sont présents partout, même s'ils ne décident pas de tout.

Comment en est-on arrivé là ?

Ces deux Etats sont engagés depuis plus de trente ans dans une compétition acharnée. Cette dernière n'a jamais cessé, même si elle a pris aujourd'hui des formes moins violentes et moins spectaculaires qu'hier, au temps de la guerre froide. Nous nous sommes habitués à l'idée de voir les deux Grands se parler, négocier, élaborer ensemble des accords de contrôle des armements ou s'entendre sur les modalités de règlement d'un conflit. Nous avons l'impression qu'il existe un certain condominium de ces deux puissances.

En réalité, les Etats-Unis et l'U.r.s.s. sont des adversaires irréductibles, habités par la méfiance, l'hostilité et la peur réciproques. Ni Nikita Khrouchtchev ni Henry Kissinger n'ont changé les données de base du système Est-Ouest : le conflit entre deux mondes, le face-à-face militaire permanent, le rôle décisif joué par les Etats-Unis et l'U.r.s.s. dans la formation des blocs et la perpétuation de la coupure entre les deux Europes.

Parité stratégique

Depuis trente ans, au nom de la liberté et du socialisme, ces deux grands Etats s'épient, se combattent, pratiquent le « containment » (défense des positions acquises) et recherchent l'avantage là où il est possible. Mais jamais la lutte entre les Grands n'a débouché sur un conflit armé ouvert. Le fait atomique y est pour beaucoup.

Dans les années cinquante, la suprématie nucléaire américaine était totale et interdisait à l'U.r.s.s. de provoquer dangereusement l'adversaire. Dans les années soixante, la crise cubaine d'octobre 1962 a servi de leçon aux uns et aux autres : l'U.r.s.s. a compris qu'elle ne pourrait parler d'égal à égal avec Washington qu'à partir du moment où elle aurait acquis l'« égalité nucléaire » ce qui était loin d'être le cas.

Les Etats-Unis et l'U.r.s.s. ont réalisé, d'autre part, le danger de jouer avec le feu et ont entrepris alors une politique de contrôle des armements afin de permettre à leur compétition de se poursuivre sans risquer le cataclysme nucléaire (accord sur le téléphone rouge, désarmement partiel...). Dans les années soixante-dix, la réalisation de la parité stratégique a établi l'équilibre dissuasif dans les relations entre les deux Grands, leur interdisant à tous deux la provocation et l'aventurisme. Incontestablement, l'atome a joué le rôle d'un modérateur : la « détente » doit beaucoup aux missiles balistiques enfouis dans les plaines sibériennes ou dans les silos de la côte californienne.

→


COUREVIL



Défilé des engins porte-missiles soviétiques sur la place Rouge à Moscou, le 7 novembre dernier.

Mais la nature des relations entre l'Amérique et l'Union soviétique est conforme à la formule de Thomas Schelling ; elle obéit aux lois de la « diplomatie de la violence ». Nous sommes toujours dans la guerre froide, même si cette dernière s'accompagne désormais d'un climat de détente. Ainsi, John Kennedy et Leonid Brejnev ont été, chacun à son époque, des défenseurs de la politique de détente et de grands responsables de la relance des armements. Ils ont été tous deux prisonniers des règles du jeu, du système Est-Ouest, parce qu'ils n'ont pas voulu modifier ce dernier.

Aujourd'hui, quel tableau peut-on dresser du rapport des forces ? La paix atomique, loin d'être stable et durable, devient en fait, au fil des ans, une forme de sécurité de plus en plus dangereuse et incertaine. Car on ne joue pas impunément avec l'atome. Les Grands sont en train de se surarmer pour les années quatre-vingt, indépendamment de leur entreprise de limitation des armes stratégiques, les « Salt ». Aujourd'hui plus qu'hier, ils tournent le dos aux principes de la dissuasion minimale et sont tentés d'acquérir ce que l'on appelle des « armements psychologiques ».

La logique des « Mad »

Les deux Grands ont entrepris depuis longtemps la sanctuarisation de leur territoire. Jusqu'à ces dernières années, on pouvait dire qu'ils obéissaient à la même logique, celle des « Mad ». (Ce qui se traduit par « fou » en anglais). La stratégie Mad (Mutual assured destruction) est fondée sur la conviction qu'il suffit de posséder un arsenal capable d'assurer, en réponse à une frappe adverse, la destruction de la société ennemie, et notamment de ses cités, pour assurer la dissuasion. La stratégie Mad repose, pour l'essentiel, sur la possession d'une certaine quantité de vecteurs et d'ogives susceptibles d'être délivrée en représailles sur les agglomérations ; mais il n'est pas besoin de posséder un arsenal démesuré, ni en quantité ni en qualité. En vertu de ces principes, les Etats-Unis de Nixon s'estimaient suffi-

BALANCE STRATEGIQUE ETATS-UNIS/U.R.S.S.

ETATS-UNIS	U.R.S.S.
I. Vecteurs I.c.b.m. (missiles terrestres intercontinentaux, plus de 4 000 miles de portée) : 54 Titan II (1962), 1 tête de 10 mégatonnes (1); 450 Minuteman II (1966), 1 tête de 2 mégatonnes; 550 Minuteman III (1970), 3 têtes (« mirvées ») de 200 kilotonnes. 1 054 missiles	30 SS7 (1962), 1 tête de 5 Mt ; 19 SS8 (en voie de remplacement) ; 263 SS9 (1965), 1 tête de 20 Mt ; 790 SS11 (1966), 1 tête de 1 Mt ; 60 SS13 (1968) 60 SS11 modèle 3 (1973), 3 têtes de 200 kt ; 50 SS18 (1976), 1 tête de 10 Mt ; 140 SS19 (1976), 6 têtes (mirvées) de 1 Mt ; 40 SS17 (1977), 4 têtes (mirvées) de 1 Mt. 1 452 missiles
II. Forces sous-marines 11 sous-marins porteurs de 16 Polaris A 3, 2 500 miles de portée, 3 têtes de 300 kt; 30 sous-marins porteurs de 16 Poséidon, 2 500 miles de portée, 10 têtes (mirvées) de 40 kt. 41 sous-marins et 656 fusées.	8 sous-marins classe H (1960), porteurs de 3 SSN5, 700 miles de portée, 1 Mt ; 34 sous-marins classe Yankee (1968), porteurs de 3 SSN 6, 1 500 miles de portée, 3 têtes de 200 kt; 11 sous-marins classe Delta 1 (1973), porteurs de 12 SSN 8, 4 000 miles de portée, 1 Mt; 7 sous-marins classe Delta 2 (1976) porteurs de 16 SSN 8. 60 sous-marins et 364 fusées.
III. **Bombardiers stratégiques** 348 B 52 (1956), porteurs de 1 500 fusées Sram, portée 100 miles, plusieurs centaines de kt de puissance; 66 FB III, 3 300 miles de portée, charge inconnue.	40 Bison (1955), 5 000 miles de portée, charge inconnue; 100 Bear 7 000 miles de portée, charge inconnue.
IV. Ogives Sur missiles : 1968 1 710; 1977 7 130. Sur bombardiers et missiles: 1968 4 200; 1977 8 500. (1) L'explosion d'un projectile de 1 mégatonne produit une énergie d'un million de tonnes de T.n.t. (trinitrotoluène). Rappelons que la bombe atomique lancée sur Hiroshima était « seulement » de 20 kilotonnes.	1968 959; 1977 3 224. 1968 1 100; 1977 4 000. Tableau établi d'après les estimations de l'Institut d'études stratégiques de Londres et le S.i.p.r.i. de Stockholm.

samment forts pour se permettre une pause relative et négocier la limitation des armements stratégiques. Quant à l'Union soviétique, tout en négociant les Salt elle développait activement le nombre de ses missiles terrestres et sous-marins afin d'obtenir des capacités équivalant à celles de son rival. La doctrine Mad est le langage de la dissuasion réciproque, de l'équilibre de la terreur : elle conduit à l'acceptation de parité et à la limitation relative des arsenaux stratégiques.

Mais les esprits vont changer au cours des années soixante-dix. Nous sommes entrés aujourd'hui dans un nouveau cycle, dont on ne voit pas très bien où il mènera. En effet, les deux Grands se sont lancés depuis peu dans la course qualitative et la recherche de l'avantage stratégique. Pourquoi cela? En réalité, les Etats-Unis n'ont jamais accepté complètement l'idée que l'U.r.s.s. puisse être à parité avec eux. Pour Washington, la sécurité repose avant tout sur le fait d'apparaître aux yeux de tous comme la première puissance nucléaire. Face à une avancée soviétique, la riposte ne se fait pas attendre ; ce sera la politique de Schlesinger.

La doctrine Schlesinger est bien plus qu'une simple doctrine « contre-forces » cherchant à utiliser le surplus des moyens stratégiques américains en lui trouvant des objectifs nouveaux. Elle est la recherche d'une nouvelle «posture» qui permette à l'Amérique de reprendre l'avantage à partir des conditions actuelles de l'égalité nucléaire. L'atout de l'arsenal soviétique est le développement de nouveaux missiles lourds, susceptibles de porter des grappes d'une dizaine d'ogives indépendantes avec une grande précision ; il est désormais possible à l'U.r.s.s. de couvrir un nombre très important d'objectifs limités, et notamment de détruire une partie des missiles terrestres américains. Face à cette réalité nouvelle, la réaction américaine est simple : il faut rètablir l'avantage par la réalisation d'un clavier nucléaire très développé, permettant de diversifier les options et d'avoir notamment la possibilité de frapper des coups nucléaires contre les objectifs militaires adverses. L'avantage, désormais, ne réside plus dans le nombre des vecteurs ou la puissance des engins, mais dans leur précision et dans leur souplesse d'emploi. Car cela permet des frappes sélectives et autorise à faire face à chaque situation en établissant une dissuasion à tous les niveaux d'un échange possible.

D'où la double course actuelle : course au «mirvage», c'est-à-dire à la délivrance par un seul vecteur de plusieurs ogives indépendantes susceptibles de frapper un certain nombre d'objectifs ponctuels, et course à la précision. Les deux Grands s'y sont lancés à corps perdu, mais l'Amérique est en train de prendre l'avantage pour la décennie quatre-vingt. Jimmy Carter a bien stoppé quelques programmes (le B 1 notamment),

→

EUROPE : LE PARAPLUIE AMERICAIN EST-IL BIEN OUVERT ?

En Europe, les deux Grands sont présents : l'U.r.s.s. l'est par la géographie ; les Etats-Unis s'y trouvent en raison de l'Histoire, et ne semblent pas devoir la quitter prochainement. L'antagonisme Est-Ouest s'est d'abord développé en Europe : il a créé deux coalitions d'Etats et chacune d'entre elles est dominée par un Grand. Il s'est ensuivi diverses conséquences : l'appel des Européens occidentaux aux Etats-Unis, l'Alliance atlantique, la présence des Gi's et de forces nucléaires américaines en Allemagne, le leadership de Washington sur l'Otan.

L'Amérique défend l'Europe occidentale parce qu'il est essentiel pour elle de maintenir le statu quo sur le continent européen. «Nous ne défendons pas les Européens pour leur faire plaisir, mais parce qu'il est vital pour nous d'assurer la stabilité de l'Europe occidentale et sa survie», déclarait Helmut Sonnenfeldt devant le Congrès en 1974. Quant aux Européens, aucun d'entre eux ne songe à remettre en cause l'Alliance atlantique, car chacun demeure persuadé que sa sécurité reposera encore pour de longues années sur le face-à-face militaire des deux Grands au cœur de l'Europe.

Mais les choses ne sont pas figées. L'évolution actuelle doit conduire les Européens à s'interroger sur l'avenir de leur défense.

Les Etats-Unis restent toujours disposés à défendre l'Europe occidentale, mais plus à n'importe quel prix. Dans les années soixante, Washington a choisi la stratégie de la réponse flexible ; il en est résulté le «découplage» entre les armes stratégiques américaines et le théâtre européen. La parité actuelle conduit l'administration américaine à rendre encore plus flexible la stratégie de l'Otan. Le rapport Schlesinger en 1975 sur les armes nucléaires du «théâtre d'opérations» est très clair à ce sujet : face à une agression soviétique, l'Otan doit d'abord réagir avec ses forces conventionnelles sur le territoire ouest-allemand ; si les combats se prolongent et s'intensifient, il est possible alors d'envisager un emploi des armes du «théâtre» à l'encontre des forces adverses et des arrières immédiats de l'ennemi. En conséquence, l'objectif premier de l'Otan est le renforcement conventionnel. D'où l'entreprise actuelle de rationalisation des forces de l'Otan («plan 80», adopté au printemps dernier à l'initiative du président Carter), le déploiement de nouvelles brigades américaines en Allemagne du Nord, l'amélioration du matériel et des armements, l'accroissement du rôle de la Bundeswehr — la plus forte armée conventionnelle de l'Otan — dans le dispositif occidental. L'idée récente émise par le président Carter d'introduire des bombes à neutrons au rayon d'action très limité est destinée à redonner confiance aux Européens, quelque peu angoissés par les hésitations croissantes des Etats-Unis à manier la dissuasion atomique en Europe. Parce qu'elle a des effets collatéraux très limités, la bombe à neutrons détruirait les forces ennemies sans ravager le territoire allemand ; son emploi serait donc plus crédible que celui des armes nucléaires actuellement stationnées en Allemagne. En réalité, les Etats-Unis sont très réticents à tout emploi significatif du nucléaire en Europe. Or, qui dit dissuasion, dit menace d'emploi crédible.

Bref, l'Alliance atlantique évolue de façon inquiétante ; elle apparaît tout à la fois plus lourde à supporter sur le plan politique pour les Européens désireux d'un changement social et idéologique, et moins efficace sur le plan stratégique.

Parallèlement, l'évolution actuelle des forces soviétiques, sans créer de danger grave pour l'immédiat, inquiète pour l'avenir. On parle beaucoup d'un danger de «Blitzkrieg» de la part du pacte de Varsovie. Il est vrai que les forces de l'Est se sont dotées depuis quelques années de matériels très modernisés : nouveaux véhicules blindés (chars T72, transports blindés de troupes), artillerie mobile et autopropulsée, nouvelle aviation tactique grâce au Mig 23 et au SU 19. Cette évolution est assez naturelle ; elle répond au double souci de rattraper l'Otan dans le domaine de la qualité et d'être à même, le cas échéant, d'entreprendre des combats conventionnels prolongés et non plus seulement une attaque nucléaire immédiate. Mais ce n'est pas parce que l'on est capable de choses nouvelles que l'on a l'intention d'agir.

Ce qui est beaucoup plus inquiétant, en revanche, est la mise en place d'un formidable arsenal nucléaire stratégique, intéressant plus spécialement l'Europe occidentale. Le programme Backfire — avion polyvalent à moyenne portée — et, surtout, le programme SS X 20 — engin mirvé à trois têtes d'une mégatonne, mobile et de grande précision — vont permettre à l'U.r.s.s. dans quelques années, de couvrir 4 000 cibles européennes, dont les forces nucléaires régionales américaines, françaises et britanniques. Il s'agit, pour l'Union soviétique, de dissuader les Européens et les Américains d'employer en premier l'arme nucléaire et, d'autre part, d'avoir des moyens d'échange suffisants pour faire renoncer lesdits Européens à leurs propres arsenaux nucléaires. Il s'agit d'arracher ses dents à l'alliance occidentale.

Le trouble croissant de l'Amérique quant à l'exercice de la dissuasion en Europe et le développement des armes eurostratégiques soviétiques conduisent à la même conclusion : les Européens devront, à l'avenir, beaucoup plus compter sur leurs propres forces. A ce titre, il n'est pas inutile de rappeler que la France, pour toutes sortes de raisons, est et restera le seul pays européen doté d'une dissuasion indépendante. Garder cette dissuasion aujourd'hui, n'est-ce pas en partie assurer l'avenir de notre sécurité ?

J. H.

BALANCE NUCLEAIRE EN EUROPE

ETATS-UNIS

6e Flotte
2 Porte-avions d'attaque, recevant chacun 100 chasseurs-bombardiers, capables de porter des charges nucléaires;
1 ou 2 sous-marins nucléaires, en patrouille permanente en Méditerranée.

Aviation tactique
1 400 F 105, F 4, F III, A 7 B, équipés de charges nucléaires; portée: entre 2 000 et 3 500 miles.

S.R.B.M. (missiles à courte portée)
18 Pershing (1962);
36 Lance (1972);
? Honest John (nombre non divulgué).
Artillerie nucléaire
Entre 500 et 800 pièces de quelques kt.

O.T.A.N.

R.f.a.: 20 Sergent (en voie de remplacement par des Lance);
72 Pershing;
11 bataillons de Honest John.

Italie: 6 Lance.

Equipant les forces belges, grecques, néerlandaises, turques et italiennes, 200 Honest John plus des pièces d'artillerie atomique.

Pour l'ensemble «Otan», les têtes nucléaires sont toutes sous contrôle américain.

GRANDE-BRETAGNE

4 sous-marins nucléaires, porteurs de 66 fusées Polaris A 3;
50 bombardiers Vulcan.

FRANCE

36 Mirage IV;
18 SSBS (plateau d'Albion);
4 sous-marins: 2 équipés de 32 missiles M1;
1 équipé de 16 missiles M2;
1 équipé de 16 missiles M20.
4 régiments groupant 24 engins Pluton.

U.R.S.S.

M.R.B.M. (missiles à moyenne portée)
500 SS4 (1959)
100 SS5 (1961)
En voie de remplacement par des SS X 20, engins mirvés et mobiles.

Aviation «eurostratégique»
750 TU 16;
35 Backfire.

Aviation tactique
2 500 Mig 21, Mig 23, SU 17, SU 19... équipés de charges nucléaires.

S.R.B.M.
300 Scud et Skelhoad;
600 Frog;
100 Shaddock.
Artillerie nucléaire
(?) pièces de quelques Kt. (nombre non divulgué)

PACTE DE VARSOVIE

100 Scud;
200 Frog.
Pour l'ensemble «pacte de Varsovie», les têtes nucléaires sont sous contrôle soviétique.

→ mais il a laissé la voie libre à l'essentiel. Quatre programmes sont particulièrement importants pour l'avenir: le Mark 12 A, nouvelle ogive nucléaire destinée à être montée en grappe sur le missile terrestre Minuteman III et dotée d'une précision tout à fait remarquable à l'encontre des silos soviétiques; le programme MX, missile mobile susceptible d'être lancé d'un point quelconque d'un tunnel de 30 kilomètres et gardant toute sa précision au moment du lancement: le sous-marin géant Trident porteur de vingt-quatre missiles. Trident 1, successeur du Poséidon et d'une portée de 7 000 km, permettant ainsi de constituer une flotte sous-marine stratégique placée aussi bien en tous points des océans que dans les eaux territoriales américaines; le Cruise missile, engin non balistique volant à très basse altitude, porteur d'une ogive classique ou nucléaire — à 100 km comme à une distance intercontinen-



Les missiles Sidewinder dans une usine de la marine américaine en Virginie.

tale —, capable d'être lancé aussi bien d'un avion, d'un sous-marin que d'un camion, et surtout doté d'une précision presque absolue. Pouvant « détruire une mouche à 10 000 km de distance », le Cruise missile est l'engin type d'une stratégie anti-forces.

De leur côté, les Soviétiques développent un vaste programme de missiles terrestres lourds, capables d'emporter des grappes d'ogives de grande précision : le SS 18 à cinq têtes, le SS 17 à quatre têtes, le SS 19 à six têtes, et les recherches sur l'engin SSX 16 mobile correspondent à cette politique de destruction anti-forces devant compléter les capacités anti-cités.

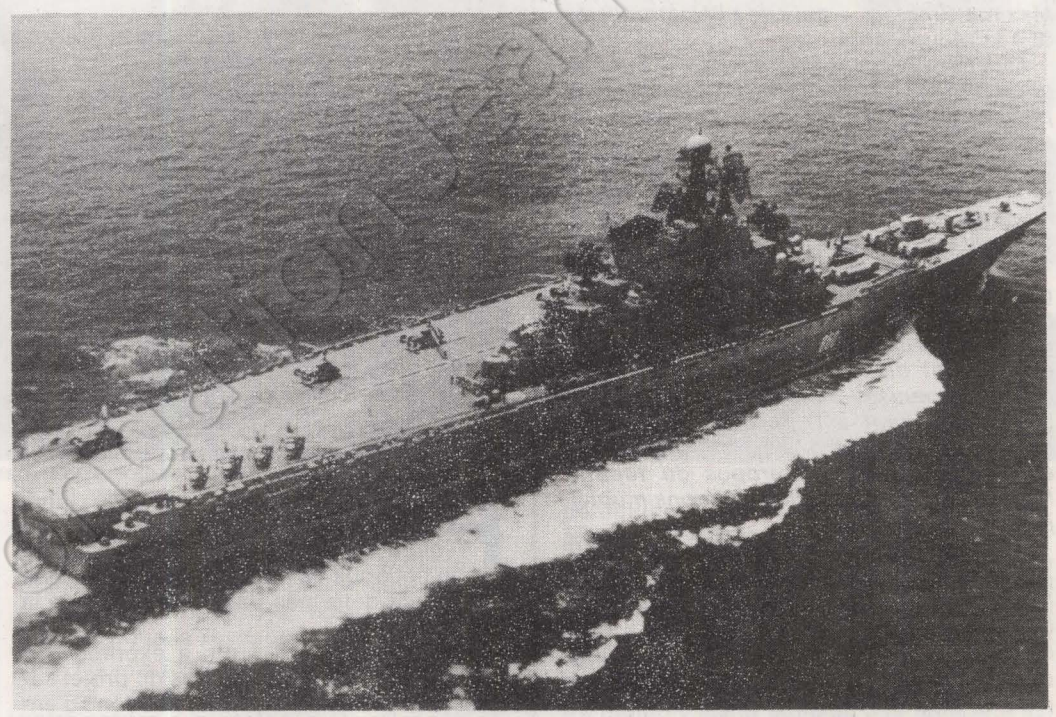
Comparer le nombre d'engins (2 521 missiles soviétiques contre 2 083 missiles américains) n'a plus aucun sens. Ce qui compte aujourd'hui, c'est la capacité de destruction d'objectifs. Les Etats-Unis possèdent 11 000 têtes et l'Union soviétique près de 4 000. Mais, au rythme actuel, les deux Grands auront doublé le nombre de leurs ogives d'ici à quelques années !

Telle est l'évolution actuelle de la balance stratégique. Les deux Grands ont un choix décisif à opérer : ou bien ils s'entendent pour limiter autant que possible cette nouvelle course aux armements, en revenir à la doctrine Mad et maintenir l'équilibre dissuasif au niveau actuel ; ou bien ils poursuivent leur compétition stratégique et ils courent alors le risque de déséquilibrer la dissuasion. C'est l'enjeu des négociations Salt II et Salt III. Salt II se conclura dans quelques mois, à partir du compromis réalisé entre Andreï Gromyko et l'administration américaine cet automne. Salt II codifiera les principes de Vladivostok : des plafonds seront établis quant au nombre global d'engins stratégiques (2 200), quant au nombre d'engins « mirvés » * (1 320), quant au nombre de bombardiers américains dotés de missiles Cruise (120), et quant au nombre de missiles lourds soviétiques (308). De plus, le bombardier soviétique Backfire sera produit à raison de deux par mois, et la portée du Cruise sera limitée durant quelques années à 2 500 km. Ainsi, Salt II plafonnera le nombre des engins stratégiques des deux Grands, mais il permettra la libre multiplication des ogives et le libre développement des nouveaux systèmes d'armes. Il ne touche en rien à la course actuelle au « mirvage » et à la précision. Salt II n'arrêtera pas la compétition stratégique actuelle. Mais la logique des Salt, jusqu'ici, a été de laisser la voie libre aux percées technologiques dans les domaines essentiels et de prendre en compte les programmes de développement des armements. L'objectif actuel n'est pas la limitation des armements, mais l'organisation d'une égalité globale des forces stratégiques.

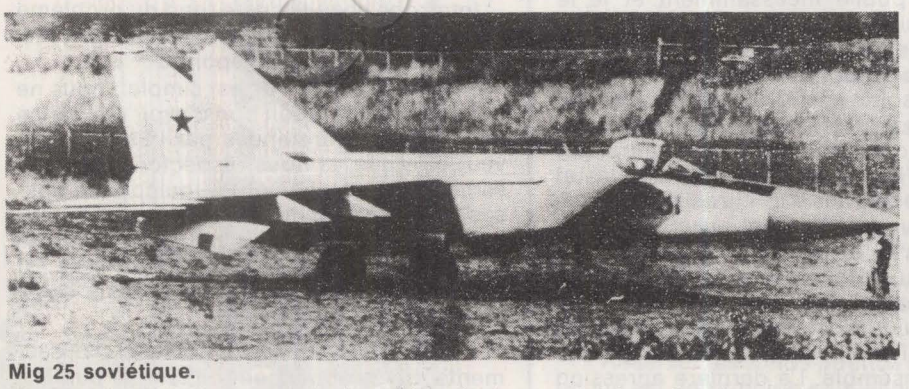


Le président Carter, vu par Demoulin.

On a l'habitude de dire que le monde vit en paix parce que les deux grandes puissances pratiquent entre elles un jeu subtil de « compétition-coopération » alliant la menace et la négociation, la dissuasion et la course aux armements. L'équilibre de la terreur assurerait la paix par la peur. Mais il serait fou de croire en l'efficacité continue d'une telle paix. Le rythme actuel de la course aux armements stratégiques est tout à fait irrationnel, n'obéissant même plus aux lois de la dissuasion et de la balance de la terreur.



Le porte-avion soviétique « Kiev ».



Mig 25 soviétique.



Bombardier nucléaire FBIII américain.

Les deux Grands, sans trop s'en rendre compte, ont commencé à ouvrir la boîte de Pandore.

JACQUES HUNTZINGER

* Fusées portant plusieurs ogives, chacune de celles-ci ayant un objectif précis.

LA GUERRE SCOLAIRE N'AURA PAS LIEU

François Mitterrand a employé le langage de la franchise et c'est précisément celui que voulaient entendre les chrétiens... en dépit des criailleries des uns et de l'hypocrisie des autres

Que les socialistes engagent un dialogue avec les chrétiens, voilà aussitôt la presse de droite — et avec elle les communistes par la voix de leur spécialiste Maxime Gremetz — qui crie à l'électoralisme et à la récupération !

Que François Mitterrand, interrogé par les dirigeants de l'enseignement libre, leur rappelle qu'ils se sont toujours comportés en adversaires de la gauche en général et du Parti socialiste en particulier, et voilà la même presse de droite qui prend feu et flammes et qui titre, comme « le Figaro » : « Mitterrand : non brutal aux catholiques. »

La façon dont certains journaux ont rendu compte de l'intervention du premier secrétaire du P.S. au colloque organisé la semaine dernière par la revue « Brèche » relève très exactement de l'opération politique, celle que les organisations de l'enseignement libre déclenchent à l'approche de chaque consultation électorale, celle qu'elles avaient déjà tentée à propos du rapport Mexandeau à la veille des élections municipales de mars dernier.

Opération montée de toutes pièces et qui a déjà fait long feu, car ce qu'a dit François Mitterrand et qu'il a précisé de nouveau dans une interview au journal « la Croix » (voir ci-dessous) est le langage de la franchise, qui est précisément celui que voulaient entendre les chrétiens qui avaient accepté de participer au colloque de « Brèche » et qui en sont repartis fort satisfaits.

Pour les socialistes, le dialogue ne consiste pas à dissimuler les problèmes, mais à dire clairement sur quoi on n'est pas d'accord. Rappeler la doctrine permanente du P.S. sur le problème de l'enseignement libre n'est pas une agression. C'est, au contraire, le témoignage du respect que l'on porte à ceux qui ont accepté d'être nos interlocuteurs et qui souhaitent maintenant — ils l'ont tous dit au terme des débats — poursuivre le dialogue avec le P.S.

L'événement n'est pas mineur. C'est, en effet, la première fois qu'un tel dialogue a eu lieu, dans un climat détendu et par moments chaleureux, mais en même temps sans complaisance. François Mitterrand n'a pas tendu la main à ceux qui, au nom de la défense de l'enseignement catholique, ne songent qu'à monter des machines de guerre contre la gauche. Mais il a laissé toutes les portes ouvertes pour tous ceux, parents, enseignants, élèves, qui veulent, honnêtement, trouver une solution à un problème qui ne se réglera jamais par un viol des consciences.

« Nous ne voulons ni briser ni blesser, a-t-il dit. Nous ne voulons pas revenir par un acte exécutif sur tout ce qui a été acquis, même si cela était juste. » Il pensait aux millions de Français qui croient au ciel. Comme un militant socialiste sur deux. Mais il ne leur a pas lancé d'appel. C'était inutile. La conjonction se fait seule... « Le sol a été assez creusé pour que les eaux confluent et forment un même fleuve. » C'est justement parce que le courant chrétien et le courant socialiste commencent à se nourrir l'un de l'autre que certains tentent encore de fortifier les barrages.

Le colloque de « Brèche », la qualité de ceux qui y ont participé, leur décision de se retrouver pour faire encore progresser le débat montrent que les attardés de la guerre scolaire perdent leur temps.

ANTOINE VIOLET



Jacques Chirac et Louis Guermeur, auteur de la loi du même nom sur l'école privée.

François Mitterrand a précisé lundi dans une interview à « la Croix » la signification des propos qu'il avait tenus au colloque de « Brèche » et qui ont été sciemment déformés dans une partie de la presse.

« Mon exposé, a-t-il dit, a exprimé très exactement les grandes lignes du projet socialiste en matière d'éducation et donc d'enseignement privé. Voilà pour l'essentiel. Ce projet sera publié incessamment et je le commenterai au cours d'une conférence de presse le 8 décembre *(lors de l'inauguration du lycée Léon-Blum de Créteil)*.

« L'accessoire, c'est la réponse que j'ai adressée aux orateurs de deux organisations spécifiques, à savoir le secrétariat général de l'Enseignement catholique et l'Union nationale des parents d'élèves d'écoles libres qui participaient au colloque de « Brèche ».

« Ces deux organisations, chaque fois qu'une échéance politique a lieu en France, adoptent toujours des positions brutalement hostiles au Parti socialiste et à la gauche dans son ensemble. La dernière agression date de la semaine dernière. Fallait-il l'accepter ? Je ne vois pas pourquoi les « ultras » du catholicisme seraient tabous.

« Mais ne confondons pas la partie et le tout. Je n'ai à aucun moment généralisé mon propos. Quand je lis dans certains journaux que, jeudi dernier, à « Brèche », j'aurais dit « non aux catholiques », que j'aurais mis en cause l'enseignement catholique en tant que tel et, au-delà, l'Eglise et le monde chrétien, je prétends qu'ils sont victimes d'une fausse nouvelle à l'allure de provocation. Il suffit de se reporter à la sténotypie de mon intervention pour s'en convaincre. Les commentateurs sérieux ne manqueront pas de le faire. Je fais confiance à leur jugement. »

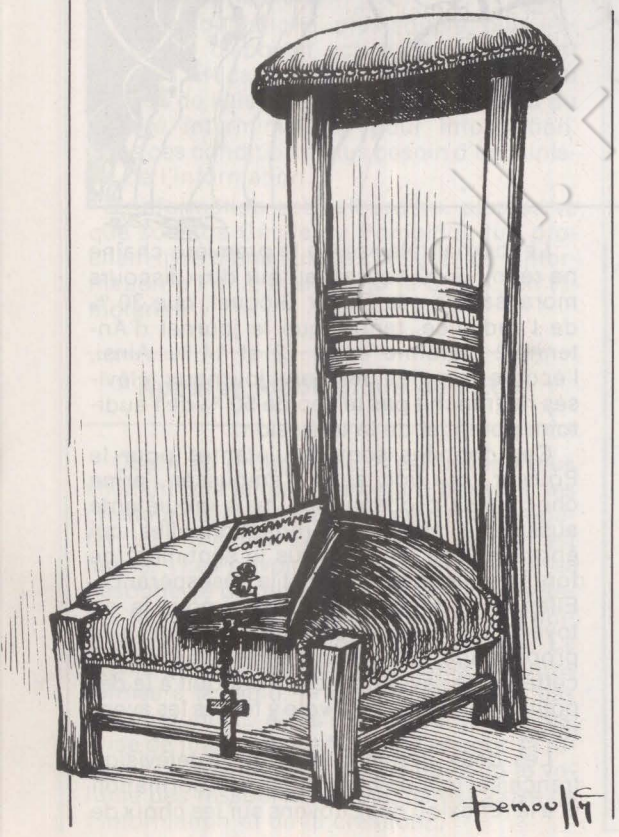
Interrogé ensuite sur le fond du problème de la nationalisation des écoles privées, François Mitterrand a répondu :

« Notre point de vue est simple : nous ne pensons pas qu'il soit bon d'avoir en France deux écoles entretenues par l'Etat. Ce qui veut dire que, si nous respectons le pluralisme de l'enseignement — quiconque possédant les capacités requises pouvant librement enseigner —, nous récusons le double financement public actuel. Telle est la position du programme socialiste et du Programme commun.

« A compter du moment où les établissements privés obtiennent des fonds publics, ils entrent dans un processus qui est celui de l'intégration et donc, à terme, de la nationalisation. En présentant sa loi, en 1959, M. Debré l'avait déjà clairement indiqué. Cependant, nationalisation n'est pas monopole, puisque la nationalisation ne concerne que les établissements financés par l'Etat.



Marie-Thérèse Eyquem, François Mitterrand et Jean-Pierre Weben au colloque de « Brèche ».



« Je pose comme postulat — et c'est déjà très important — que les socialistes n'entendent pas rallumer la guerre scolaire. La réalité catholique, son importance dans la communauté nationale, nous la connaissons et nous la respectons.

« Des lois existent. Elles nous ont été imposées. La guerre scolaire, pour employer votre propre expression, a été relancée par l'enseignement privé à quatre reprises depuis trente ans.

« Mais nous ne voulons ni frapper ni blesser. Si la gauche l'emportait en 1978, elle pourrait décider l'abrogation intégrale de ces lois. Mais elle ne le fera pas. Elle discutera, négociera. Ce n'est pas par habileté que je dis cela. L'objectif, pour nous, reste la recherche d'une école unique financée par l'Etat, mais aucune étape nouvelle ne sera franchie sans négociation. Par exemple, nous ne fixons pas la fin de la législature comme date limite pour l'intégration des établissements privés.

« Réserver les fonds publics à l'école publique est un principe auquel nous sommes attachés. Mais nous expliquerons et tenterons de convaincre. Les catholiques désireux d'un enseignement privé n'auront pas en face d'eux un gouvernement ennemi. Nous ne sanctionnerons pas le refus d'intégration par l'asphyxie financière et nous continuerons de nous préoccuper de tous les enfants d'âge scolaire où qu'ils se trouvent. Mais, admettez que nous serons en droit, si le suffrage universel nous choisit, de réaliser notre programme en ce domaine comme dans les autres. Il est honnête de vous le dire. »

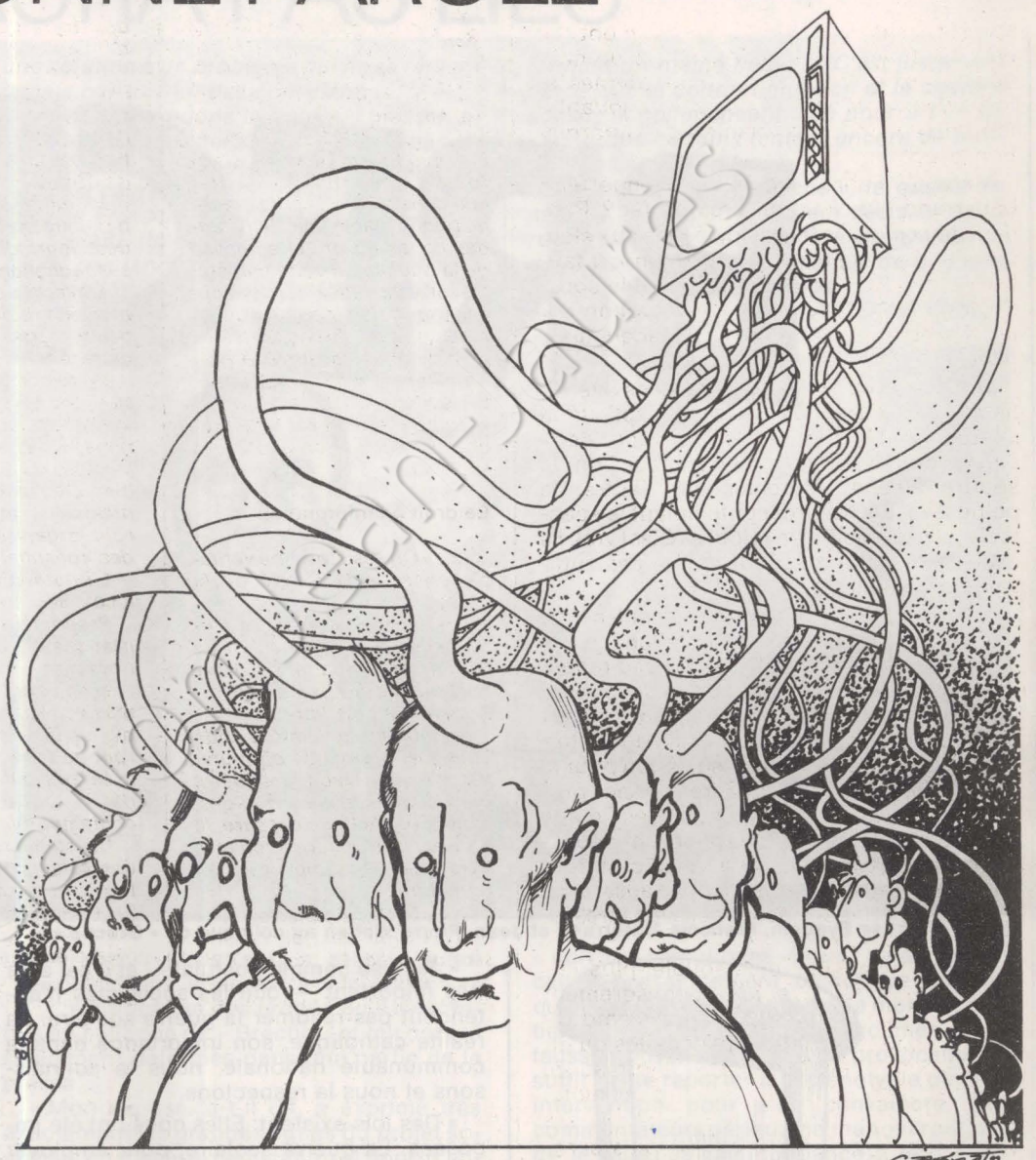
Interrogé encore sur la déclaration de Mgr Etchegaray selon laquelle « la politique est encore trop souvent vécue sur le mode des guerres de religion », François Mitterrand a souligné :

« La guerre de religion, ce n'est pas nous qui la faisons. On nous la livre en permanence... Un grand parti comme le nôtre, foisonnant, et qui n'est ni monolithique ni autoritaire, prête le flanc à ceux qui nous épient, qui nous guettent avec l'intention de nous nuire politiquement. La moindre initiative de notre part prend tout de suite un relief extraordinaire... De plus, quand nous engageons le dialogue, quand nous vous parlons franchement, cela sert d'aliment supplémentaire à des campagnes contre nous. Avouez que c'est difficile !

« Vraiment, nous avons le sentiment que des organismes comme ceux que j'évoquais se conduisent comme des agents du Pouvoir actuel. Leur croisade contre la gauche est permanente. Bien entendu, il convient de ne pas répondre au sectarisme par le sectarisme. »

RADIO-TELEVISION: BRISER LA BONNE PAROLE

L'Histoire le prouve, du IIIe Reich au Chili, le contrôle illimité des mass media est aussi bien la conséquence que la cause des dictatures



En août 1978, la télévision de Giscard fêtera son quatrième anniversaire. Née en août 1974, d'une loi scélérate votée « à la hussarde », la radio-télévision nationale passera difficilement le cap des quatre ans.

Quel que soit le résultat des élections législatives, il faudra changer les structures. Il en va d'ailleurs ainsi depuis 1962 : tous les quatre ans, on réforme. 1962 à 1968. 1972... C'est dire que les structures et les hommes de la radio-télévision nationale durent moins longtemps que les législatures...

En 1978, si la charte est reconduite, elle voudra aller plus loin dans son projet de démantèlement du service public.

Si la gauche l'emporte, elle devra profondément réformer pour régénérer le service public. Décentraliser, régionaliser, libérer la radio et la télévision de la tutelle de l'Etat, de la bureaucratie et de l'argent... Vaste programme que de restaurer les fonctions de création et d'information.

PAR EDOUARD GUIBERT

Des réformes n'y suffiront peut-être pas. Foin des demi-mesures, c'est une révolution de l'audio-visuel qu'il conviendrait d'entreprendre.

En attendant, il faut faire le bilan de ces trois dernières années de radio et de télévision. Les maîtres-mots de la réforme ont fait faillite.

▶ Des chaînes autonomes ? Elles ont joué à fond le jeu de la concurrence et de la médiocrité, alors que dans le même temps le Pouvoir pouvait mieux les contrôler et placer à leur tête des équipes dociles et dévouées.

▶ L'émulation ? Sans doute pour chasser les téléspectateurs comme un gibier et traquer l'annonce publicitaire au plus fort coût, pour la plus forte écoute et... le plus grand profit.

▶ Améliorer la gestion ? Pour rendre la radio et la télévision plus perméables aux pressions de l'argent et plus vulnérables aux appétits des trusts de l'électronique et de l'informatique.

▶ Rentabiliser la production ? Vraisemblablement pour mieux acculer à la récession la Société française de production des Buttes-Chaumont, en espérant donner un coup de fouet au cinéma (ce qui ne l'empêche nullement de s'anémier d'année en année).

▶ Dégraisser les effectifs ? Pour organiser, dans un premier temps, la chasse aux syndicalistes et affaiblir les organisations syndicales, puis pour recruter sans critères professionnels et sans les garanties statutaires qu'offrait du temps de l'O.r.t.f. un statut unique des personnels.

▶ La continuité du service public ? En jouant sur les mots, le Pouvoir n'avait d'autre but que de limiter une fois de plus l'exercice du droit de grève.

Sinistre bilan ! Les députés de la majorité, lors du récent débat budgétaire à l'Assemblée ont été contraints, sous l'emprise des faits, de conclure à l'échec de la réforme de 1974 qu'ils avaient pourtant votée à la quasi-unanimité.

Aujourd'hui, l'écoute de France-Inter est tombée à un seuil critique, très loin de Luxembourg et d'Europe 1 — et tout juste devant Radio-Monte-Carlo.

Le journal télévisé de la première chaîne ne réunit, à 20 heures, autour du « discours moralisateur » de Roger Gicquel, que 30 % de l'audience, tandis que le journal d'Antenne 2 plafonne entre 12 et 14 %. Ainsi, l'écoute cumulée des deux journaux télévisés ne franchit pas le cap de 50 % de l'auditoire potentiel de la télévision.

Ces données sont inquiétantes pour le Pouvoir (qui voit ainsi s'émousser l'arme choc de sa propagande), mais inquiétante aussi pour les équipes rédactionnelles, qui éprouvent de plus en plus le sentiment de fonctionner dans le vide et la désespérance. Elles sont dramatiques, enfin, pour le citoyen, car la désinformation s'ajoute à la propagande, avec les risques inhérents à cette pente savonneuse qui conduit à la dépolitisation et ouvre la voie à toutes les aventures...

Les deux derniers mois de la télévision française, loin de contribuer à l'information et à la réflexion des citoyens sur les choix de

société qu'ils vont avoir à opérer, n'ont fait en réalité, sauf pour une minorité de militants, qu'obscurcir les épures et les lignes de force d'un changement espéré, en jouant à fond du registre inépuisable de l'« information spectacle ».

Marchais-Fabre, lequel va l'emporter ? Mitterrand-Marchais au bras de fer ? Pendant deux mois, la télévision a joué aux électeurs le « spectacle de la désunion ». Il faudrait être naïf pour croire que seul le souci d'informer a permis une telle irruption sur les écrans et les antennes des leaders de la gauche.

Un dessin de Faizant, paru dans « le Figaro », a fort bien, à mon sens, explicité la stratégie de l'Elysée dans ce domaine : deux écrans de télévision, Mitterrand sur l'un, le sourire amène ; Marchais sur l'autre, le poing levé. Et Giscard, contemplant le spectacle, glisse à un Barre réjoui : « C'est vrai, ils avaient raison : on ne leur donne pas suffisamment la parole. »

L'Elysée a mis en place un dispositif à trois étages pour quadriller l'information.

Des hommes du métier, issus des rédactions de la radio et de la télévision, occupent les postes clefs dans les services de presse de l'Elysée et de Matignon. A l'étage intermédiaire, la trop célèbre Association pour la démocratie, elle aussi encadrée par des professionnels, permet la jonction avec l'étage subalterne, celui des directions et rédactions en chef de l'A.f.p., de la radio et de la télévision. Les relais sont en prise aussi avec les postes périphériques et certains titres de la presse parisienne.

Assez sophistiqué, plus souple, plus « libéral », le dispositif actuel d'encadrement est plus efficace que l'ancien système du Service de liaisons interministérielles ou du Comité interministériel pour information. Dans ces conditions, plus besoin d'un ministre de l'Information.

L'information est aujourd'hui plus serve que sous de Gaulle ou Pompidou (un prochain livre blanc sur les censures de l'information à F.r. 3, réalisé par le S.N.J., en témoigne).

Appareil idéologique de l'Etat

Quant au programme, il est devenu plus aliénant que jamais. Parodiant Bossuet, les créateurs et réalisateurs ne cessent de répéter : « La création se meure, la création est morte. » Le Pouvoir n'en a cure et poursuit sa besogne de déculturation. Jeux, films de série, feuilletons américains constituent l'univers culturel de millions de Français. Le même phénomène s'étend sous d'autres formes à la radio. France-Musique n'a pas été épargnée... Alors ? Crise de structures, crise de financement (une fois encore, la redevance augmente et du même coup le volume des ressources publicitaires), crise de l'information et de la création...

CE QUE LA GAUCHE PROPOSE

Parmi les nombreux points sur lesquels les partenaires du Programme commun de gouvernement de la gauche de 1972 sont tombés d'accord lors des récents travaux d'actualisation, l'information audio-visuelle et écrite figure en bonne place. Voici les grandes lignes du projet actualisé de la gauche en cette matière. Quant à la réflexion développée par le commission du P.S. animée par François-Régis Bastide, plus novatrice et plus « fouillée » que les grands principes définis ci-après, « l'Unité » en présentera prochainement le contenu à ses lecteurs.

Le droit à l'information

(...) « On assiste à une véritable crise de la liberté de la presse.

Il faut donc soustraire l'information à la domination de l'argent et lui donner en même temps les moyens de son expression la plus libre.

La liberté de l'information implique la garantie du pluralisme d'expression, des idées, des opinions, des convictions, l'abolition de toute censure, le libre accès à l'information et le libre usage des moyens d'information.

La liberté de conscience et d'expression des journalistes sera garantie. Le problème de leur statut sera examiné avec les organisations représentant la profession.

1. Radiodiffusion et télévision.

Les établissements issus de l'ex-O.r.t.f. deviendront un service public disposant de la diffusion à partir du territoire national.

Ce service devrait comprendre des sociétés de programmes à l'échelon national et régional, ainsi qu'une société ayant mission de coordination pour les questions d'intérêt commun, notamment dans le domaine financier, dans celui des moyens lourds de production et dans celui des relations internationales.

Chaque société nationale et régionale sera dirigée par un conseil d'administration composé en majorité des représentants des assemblées élues, des personnels de la société, des professions littéraires, artistiques et scientifiques, des représentants qualifiés des auditeurs et des téléspectateurs.

Chacune d'elles aura l'autonomie de gestion et disposera de ses propres moyens de production.

Le service public assurera sa mission d'information en garantissant le pluralisme par l'expression et la confrontation des courants d'opinion et de pensée, et en rejetant toute discrimination de caractère politique ou syndical à l'égard des journalistes composant ses rédactions.

L'expression du gouvernement à la radio et à la télévision devra apparaître clairement comme telle.

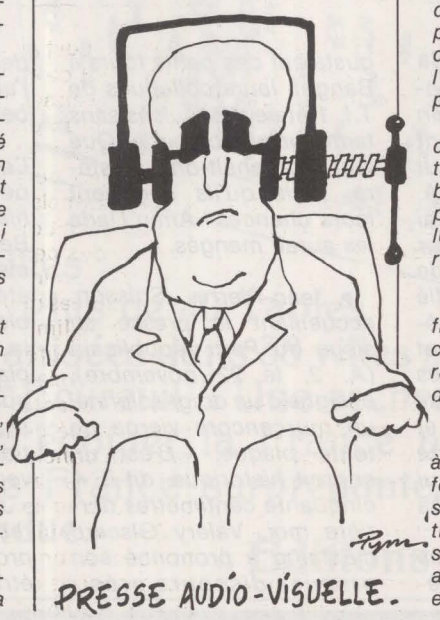
Un temps d'antenne sera assuré aux partis politiques, aux syndicats, aux organisations représentatives et aux confessions selon des règles équitables. Des émissions spéciales, nationales et régionales, seront organisées à l'occasion des consultations électorales.

L'information régionale et locale sera développée.

Propriétaire de leurs réalisations, y compris dans le domaine des programmes susceptibles d'être transformés en vidéo-cassettes, la radio et la télévision s'efforceront de faire une place équilibrée aux différents domaines de la culture, notamment contemporaine.

Un statut matériel et moral des auteurs, réalisateurs et interprètes permettra de mettre fin aux censures de fait et aux normes de travail incompatibles avec les exigences de leur activité. Il garantira le respect de la notion de « maître d'œuvre » pour les réalisateurs afin d'assurer les conditions de leur liberté de création.

Les ressources du service public proviendront de la redevance et, éventuellement, de dotations en capital et de subventions de l'Etat. La publicité de marque sera strictement contrôlée et son volume limité.



L'existence de postes périphériques constitue une limite du service public en matière de radio et de télévision. Dans ces conditions, la Société financière de Radiodiffusion (Sofirad), appartenant à l'Etat, gérée démocratiquement, s'emploiera à assurer au sein des sociétés « périphériques » le respect du pluralisme et de la confrontation en matière d'information et de culture et à limiter l'emprise de la publicité sur leurs programmes.

Dans le cadre du service public de la radio diffusion, pourra être autorisée la création d'antennes locales pour en confier l'exploitation à des collectivités territoriales.

Toute dérogation éventuelle au service public devra être décidée par le Parlement.

2. L'information écrite.

Un projet de loi sera soumis dans les plus brefs délais au Parlement pour assurer l'exercice du pluralisme dans le domaine de la presse écrite.

A cette fin, les principales dispositions de ce projet devront s'inspirer des deux principes suivants :

1) Faire cesser l'assimilation de la presse à une marchandise ;

2) Créer les conditions d'un libre accès à une infrastructure matérielle, sans cesse adaptée aux techniques modernes, qui répondent aux besoins d'impression et de diffusion de la presse.

(...) Le financement de ces diverses mesures sera assuré, partie par des subventions et des dotations en capital de l'Etat, partie par les taxes sur la publicité commerciale.

(...) Comme prévu par l'ordonnance du 26 août 1944, tous les journaux devront publier leurs comptes une fois par an, ainsi que la liste de leurs participations financières.

3. L'Agence France-Presse.

Les dispositions législatives fixant le statut de l'A.f.p. seront complétées de manière à garantir totalement son indépendance.

4. La publicité.

La publicité doit contribuer à la vie économique et à l'information des consommateurs sans que son apport à la gestion des organes d'information s'effectue, comme c'est le cas aujourd'hui, de façon abusive et discriminatoire. »

LA REVANCHE DE LA POLITIQUE

Surprise ! La politique, cette pelée, cette galeuse, que M. Vivien, député R.p.r., prétendait bannir de l'antenne, est sortie triomphante d'un récent sondage de la Sofres

63 % des Français considèrent qu'elle a sa place sur l'écran, 75 % jugent qu'ils sont mieux informés qu'auparavant, 76 % estiment qu'il arrive à la télé de créer l'événement et lui reconnaissent donc un pouvoir politique propre. Mais ils ne sont que 40 % à s'attribuer une partie de ce pouvoir ; pour la majorité, le téléspectateur reste un témoin, à la rigueur un arbitre, pas un participant. Et c'est là qu'il se trompe, ou qu'on le trompe, ou qu'il consent à se laisser tromper.

Les meneurs de jeu, craignant l'austérité des débats d'idées, s'efforcent en général de dramatiser les rencontres, au risque de les transformer en matches. Le public compte les coups ; et la nette préférence qu'il marque pour le face-à-face (59 % lui donnent l'avantage sur la table ronde et l'interview) prouve qu'il cherche dans la discussion les émois des combats de catch. 31 % des personnes interrogées reconnaissent que leurs choix se trouvent parfois modifiés par de tels affrontements.

Selon quels critères ? Les publicistes s'acharnent à les dégager, à les codifier, dans l'espoir de fabriquer des candidats invincibles. A les en croire, la forme (l'image, le rayonnement) l'emporte sur le fond. La Sofres nous invite d'ailleurs à désigner les champions les plus télégéniques, sans « tenir compte de nos opinions politiques ». Dans ce hit-parade, Giscard se classe en tête, suivi de Barre, Mitterrand, Chirac, Marchais, Rocard, etc. Jobert ferme la marche.

Certes, il ne s'agit pas d'intentions de vote, mais cette priorité accordée à l'apparence, cette obligation de plaire, de séduire, plus que de convaincre, rappellent le cri d'alarme lancé par Roger-Gérard Schwartzenberg dans « l'Etat-spectacle », livre qui dénonçait la dangereuse frivolité de l'audio-visuel. Comme par hasard, le questionnaire se garde de demander aux gens ce qu'ils pensent des arguments qu'on leur expose, quel orateur leur paraît le plus sérieux, le plus honnête, le plus digne de confiance. La couleur de la cravate éclipse la teneur du discours.

Les deux chaînes se sont engagées à respecter le résultat de ce sondage. Ainsi les dossiers de l'écran seront-ils transmis, cette semaine, en direct de l'Assemblée nationale et Jean-Pierre Elkabbach a-t-il convié le sénateur Caillavet et la presse à préciser le rôle que devrait remplir une télévision « de pointe ». A l'heure où, de toute part, les critiques pleuvent sur l'ex-O.r.t.f. (dont les directeurs arrivent au bout de leur contrat), un vent nouveau se lève. Il dépend de nous qu'il dissipe la poudre aux yeux et balaye les fausses valeurs. Voici déjà la politique réhabilitée. Glissons-nous dans cette brèche pour arracher d'autres victoires.

GABRIELLE ROLIN

Y a d'l'abus !

◂ *Invités au sacre de Sa Majesté Bokassa Ier, Jean-Pierre Elkabbach et Alain Duhamel ont pieusement recueilli les paroles qui tombaient du trône d'or (A. 2, le 27 novembre). « J'ai voulu devenir empereur pour céder une partie de mon pouvoir, leur a confié le souverain. Il y a, à présent, un Premier ministre et je ne conserve que les titres de chef du parti, chef de l'Etat, empereur à vie... et capitaine en retraite de l'armée française. » Ce qui lui permet de toucher sa solde !*

▸ *Tandis que les envoyés de la deuxième chaîne dégustaient des petits fours à Bangui, leurs collègues de T.f. 1 étaient expulsés sans tambour ni trompette. Que leur reprochait-on ? Mystère. Mais qu'ils bénissent leurs chances ! Amin Dada les aurait mangés.*

▸ *Jean-Pierre Soisson, accueillant la presse au siège du Parti républicain (A. 2, le 22 novembre), désigne d'un doigt solennel un mur encore vierge de toute plaque. « C'est un endroit historique, dit-il. A cinquante centimètres derrière moi, Valéry Giscard d'Estaing a prononcé son premier discours présidentiel. » Comme disait l'autre : « Ce mur est le plus beau jour de ma vie. »*

▸ *M. de Guiringaud, à qui l'on demandait ce qu'il pensait de la rencontre historique entre Sadate et Begin, s'est diplomatiquement dérobé : « Nous avons été très sensibles à la noblesse du discours de Sadate, mais je me situe là sur le plan de l'émotion, et un gouvernement n'a pas à avoir des réactions émotionnelles... » (T.f.1 le 24 novembre). Ce qui signifie : « Je suis pour, tout en restant contre. » Un fier programme de politique étrangère.*

→

Le compromis de 1974, compromis politique, économique et culturel, était voué à l'échec. Il portait en lui la marque des réformes qui, depuis vingt ans, ont sabordé la radio-télévision nationale : affaiblissement constant des structures de l'appareil audio-visuel afin de mieux le pénétrer, le contrôler et le livrer aux intérêts conjugués du Pouvoir et de l'argent.

En conservant le contrôle et le renforçant, les gouvernements de la Ve République ont ainsi affirmé le caractère dominant d'une radio-télévision qui est appareil idéologique d'Etat.

Sous l'impulsion de la pensée néo-capitaliste de Giscard, l'Etat se confond chaque jour davantage avec le grand capital et les multinationales. Aussi comprend-on aisément le démantèlement de l'ex-O.r.t.f., l'évolution vers la télévision privée et la démarche nouvelle — mais peu innocente — des élus giscardiens en faveur des radios locales.

Faut-il pour autant repousser les radios locales et refuser l'éclatement plus large encore des structures actuelles de la radio-télévision ? Certes non ! Mais d'autres finalités, d'autres moyens et d'autres « responsables » doivent repenser les structures, l'émission, le financement et le fonctionnement.

Au besoin d'information s'ajoute le besoin d'expression. Il faut le prendre en compte.

Il y a aujourd'hui une contradiction évidente entre l'abondance potentielle des messages et la sclérose de la communication de masse, doublée d'une rare pauvreté de la communication de groupe.

« Qui dit quoi à qui ? »

Les techniques modernes : vidéo légère, super 8, émetteurs M.f. et miniaturisation du matériel, permettent de résoudre cette contradiction. Le vieux schéma de Laswell (« Qui dit quoi à qui ? ») peut être régénéré et, sous l'impulsion d'une politique démocratique, autogestionnaire et pourquoi pas anti-conformiste, décupler la communication sociale. La multiplication des « qui » (émetteurs) entraînant une multiplication des « quoi » (récepteurs). Ainsi serait mis à mort l'impérialisme culturel et informatif des détenteurs de « pouvoir et de savoir ». La notion abstraite et erronée d'un « grand public » serait vidée de toute crédibilité pour laisser place à la réalité de nombreux publics différenciés. La prolifération des canaux (de type service public et autogérés) permettant de briser le discours officiel venu d'en haut.

Mais, soyons clairs, le pouvoir, quel qu'il soit, n'abandonnera pas pour autant l'espace hertzien. Il aura sa place. Mais pas toute la place. L'ère de l'audio-visuel sera demain à trois niveaux : communication de type planétaire par les satellites, communication nationale par le canal des grands organismes publics de radio et de télévision,

communication régionale et locale par la libéralisation des possibilités techniques et l'explosion de multiples prises de parole.

La forme de vie démocratique, socialiste, autogestionnaire, non bureaucratique et non étatique, pourrait bien dépendre, dans une large mesure, des choix qui seront faits dans le domaine des mass media. Comment la collectivité nationale peut-elle gérer l'instrument de pouvoir sans le dominer ? Car, l'Histoire le prouve, du IIIe Reich au Chili en passant par d'autres étapes moins totalitaires, le contrôle illimité des mass media est aussi bien la conséquence que la cause des dictatures.

Alors, que ceux qui veulent changer de cap ou qui veulent changer la vie s'en donnent les moyens ! Il n'est pas interdit de rêver à une société de communication pluridimensionnelle. Il n'est surtout pas interdit d'y penser et d'y travailler. A force de dire : « Ce n'est pas pour demain », le lendemain arrive et il est toujours pire que la veille.

Professionnels et non-professionnels de la politique et de la communication ne pourraient-ils pas repenser globalement les schémas de communication ?

EDOUARD GUIBERT
syndicaliste, ancien secrétaire général du Sn.j. et porte-parole de l'intersyndicale de l'ex-O.r.t.f.

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Gabrielle Rolin, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C., 76190 Yvetot.

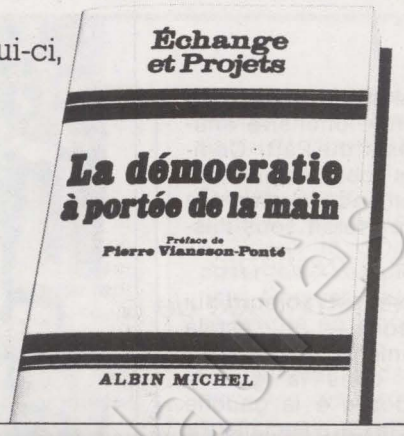
Contre l'état ingouvernable.

La démocratie à portée de la main

signé par le club Échange et Projets animé par Jacques Delors.

"Un livre comme celui-ci, fort et franc, constitue en soi un événement".

Pierre Viansson Ponté.



AM



400 000 familles interrogées. Plus de 40 Tables Rondes organisées dans 38 villes par les Caisses d'Epargne "Ecureuil". Une recherche sans précédent pour écouter la France profonde. Très souvent une France surprenante, neuve, originale, inattendue.

29 TTC

Editions Albin Michel

LES QUATRE CAMPAGNES DU P. S.



PAR JEAN POPEREN

Lorsque s'est déclenchée la grande offensive anti-socialiste du Parti Communiste, les observateurs se sont tous demandé comment le P.s. se comporterait sous l'assaut.

La réponse est aujourd'hui sans équivoque — et c'est là l'un des élèments les plus remarquables dans la grande épreuve imposée à la gauche par le P.c.f. : le Parti socialiste a renforcé sa cohésion et accru son dynamisme militant.

Plus de 400 000 affiches (en comptant seulement celles éditées par le centre national), des millions de tracts, de très nombreuses réunions rassemblant partout de larges auditoires, de grands meetings de masse, notamment avec François Mitterrand, celui de Lyon, le 8 novembre, groupant 15 000 personnes, et celui qui se prépare à Saint-Brieuc pour le 12 décembre.

Bref, le Parti mène une ardente et puissante campagne, une campagne pour battre la droite. Les décisions de la convention nationale ont donné une impulsion plus vigoureuse encore à cette campagne. Concernant le procès décidément dépourvu de tout sérieux qui nous est fait par le P.c.f., ayant dit tout ce que nous avions à dire, nous refusons d'alimenter le brasier de la polémique. Même si les désaccords ont la gravité que dit le P.c.f., il n'y a qu'un moyen de les surmonter, c'est de discuter, c'est de négocier.

Une proposition a été faite le 6 novembre : le P.c.f. s'est empressé de venir dire, dès le 9, qu'il ne voulait pas négocier. Pour le moment, il ne veut que la guerre, sans armistice. Notre proposition demeure ; elle est toujours, elle est plus que jamais valable.

Mais on ne peut rester l'arme au pied en attendant que Georges Marchais cesse de nous faire les gros yeux. La réalité politique, elle, n'attend pas. Sur le bilan Barre-Giscard-Chirac, en cet automne 1977, la cause est entendue : les Français ne veulent plus de cette politique. Ce qu'ils ont besoin de savoir, de comprendre, c'est quelle sera notre politique, à nous ; c'est ce que fera la gauche dans quatre mois.

C'est le sens de la nouvelle campagne engagée par le Parti socialiste. Le Smic à 2 200 F. au moins, l'augmentation en deux temps de 50 % des allocations familiales d'ici au début de 1979, la retraite à soixante et à cinquante-cinq ans, la cinquième semaine de congés payés, tout cela, qui est à la première page de notre programme de justice sociale, tout cela, qui est considérable, est réalisable dès avril 1978. Il suffit, pour cela, que la gauche gagne. Et si on la fait perdre sous prétexte de réclamer tout tout de suite, alors, il n'y aura rien du tout. Pis encore : les travailleurs, ceux dont le P.c.f. se prétend le « seul » défenseur, doivent réfléchir à ce qui se passera si la droite garde le pouvoir. Après avoir eu si peur de perdre, les patrons, leurs hommes de confiance au gouvernement déclencheront une offensive anti-sociale d'une brutalité sans précédent : réfléchissons, si Barre est maintenu au pouvoir, à ce qui se passera pour les salaires, pour l'emploi, pour les libertés syndicales...

Faire tout ce qui est prévu dans le Programme commun, dire ce que cela signifie pour chacun de nous, voilà ce que les socialistes doivent maintenant expliquer partout à tous.

Une nouvelle série d'affiches, une exposition, prêtes pour le 15 décembre, seront les supports nationaux de cette nouvelle campagne. Dès maintenant, les directions fédérales décideront de leurs initiatives propres pour la développer dans chaque département.

Les publications actuellement en préparation en enrichiront bientôt le contenu. L'effort en direction des entreprises sera privilégié : une série particulière d'affiches est éditée et des réunions sont prévues dans de nombreuses fédérations. Tois grandes manifestations auront lieu pour ce secteur « entreprises ». D'ores et déjà sont prévues celles de Lens et de Toulouse.

Notre parti est la grande force d'opposition, celle grâce à qui la relève demain sera assurée. Il lui revient de populariser largement ses propositions, les propositions de la gauche. Tous les militants doivent être engagés dans cette grande bataille politique et, à la faveur même de la bataille, tous les adhérents doivent devenir militants. Les trois campagnes parallèles à la campagne centrale contribuent à renforcer encore la capacité d'action du Parti.

D'abord, campagne d'adhésions. Pour faire face à ses responsabilités, le parti doit accroître ses forces, c'est-à-dire ses effectifs. Or, partout en ce moment on vient au Parti socialiste. Il faut accentuer ce mouvement et organiser, dans chaque section, l'effort de recrutement et d'abord en utilisant le matériel édité à cet effet par le Bureau national d'adhésions. Toute action doit être, en même temps, une occasion de recrutement.

Ensuite, campagne de souscription. Le Parti a besoin de ressources, il n'est riche que de ce que lui donnent ses adhérents et ses amis. Même, parmi ceux qui ne sont pas prêts à adhérer, beaucoup sont décidés à nous aider, notamment en nous apportant leur obole — encore faut-il la leur demander. Là non plus, et même si l'élan spontané des masses aujourd'hui les porte vers nous, on ne peut compter sur la seule spontanéité. Il faut organiser la souscription.

Enfin, campagne pour l'inscription sur les listes électorales. Seule l'indifférence d'une partie du peuple pourrait sauver le Pouvoir actuel : beaucoup de travailleurs, des jeunes d'abord, bien sûr, mais aussi des moins jeunes, que la recherche du travail a obligés à changer de résidence, ne sont pas ou ne sont plus inscrits sur les listes électorales. Et, dans la plupart des cas, nous le savons, ceux-là sont pour nous. Là encore, en liaison avec les municipalités que nous animons, nous avons, dans le mois qui vient, un grand effort à faire.

Ainsi, ces trois campagnes, qui sont l'accompagnement nécessaire de la campagne centrale de popularisation des propositions de la gauche, doivent être inscrites, elles aussi si ce n'est déjà fait, à l'ordre du jour des prochaines réunions des bureaux fédéraux ou des commissions exécutives. Partout, il faut organiser, entreprendre, entraîner les militants dans l'action.

La victoire est à ce prix. Et la victoire est à portée de la main.

changer la vie politique en France

Science et Pouvoir

Science et Pouvoir. C'était le thème du colloque organisé le dernier week-end à Paris par l'Iser (Institut socialiste d'études et de recherches). Les relations entre la science et le Pouvoir n'ont jamais été simples, et les débats à ce propos n'ont pas manqué. Depuis plusieurs années, une réflexion a été conduite sur ce thème, dans le P.s. et par des sympathisants. Réflexion qui a abouti dans un premier temps à ce colloque et qui participera à nourrir les recherches permettant au P.s. d'élaborer, dès le début de 1978, une politique scientifique.

Durant deux jours, des scientifiques de toute discipline et des politiques ont mêlé leurs réflexions. Expérience difficile mais fascinante : nous y reviendrons.

Questions sur un accident

Les corps déchiquetés de vingt-huit jeunes gens du Groupe d'instruction des mécaniciens de Saint-Mandrier et ceux des quatre membres d'équipage ont été retirés des décombres éparpillés du Noratlas de l'armée de l'air qui s'est écrasé, sur une colline de l'Hérault, vendredi dernier, vers 2 h 30 du matin. D'après différents témoins oculaires, l'avion était en feu avant de s'écraser. L'armée dément cette version pour mettre en avant les conditions atmosphériques exécrables au moment de la catastrophe.

De toute façon, plusieurs questions graves s'imposent. Quelle urgence y avait-il, à cette heure de la nuit et par un tel temps, à faire voyager ces jeunes gens ? D'autre part, ce type d'avion en service depuis 1954 n'est-il pas dangereux ? Combien l'avion qui s'est écrasé avait-il d'heures de vols ? Quelles étaient les garanties de sécurité ? Trois accidents de Noratlas en 1971 n'ont-ils pas fait soixante-deux morts ? Quelles mesures ont été prises depuis lors ? Etant donné leur coût de revient élevé, pourquoi les maintient-on encore en service ? Est-il vrai que l'armée de l'air enregistre en moyenne plus de vingt-cinq accidents d'avions chaque année ? Comment l'armée justifie-t-elle les nombreuses pertes — plus d'une centaine — qu'elle a enregistrées au cours des dix-huit derniers mois ?

Il est grand temps que des réponses détaillées à ces questions soient apportées, si l'armée veut dissiper le sentiment d'insécurité qu'elle commence à inspirer.

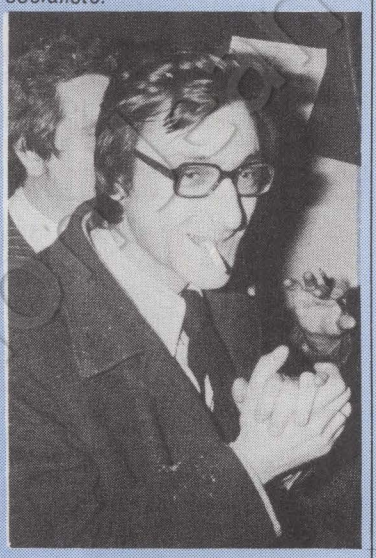
Poussée socialiste à Strasbourg et en Dordogne

L'élection de Marc Brunschweiler à Strasbourg avec 53% des suffrages a fait dimanche dernier l'effet d'une petite bombe, amplifiée par le sondage publié par « le Matin » qui montre que la droite plafonne à 47% et que la gauche, en dépit de sa crise, conserve toutes ses chances pour mars 1978.

Le candidat du P.s., qui avait été élu en mars 1976 dans une triangulaire, l'emporte cette fois-ci dans un duel avec un score à peine imaginable pour la gauche en Alsace. Il a non seulement fait le plein des voix communistes et P.s.u. mais recueilli, en particulier dans les grands ensembles de la circonscription, plusieurs centaines de voix supplémentaires d'abstentionnistes du premier tour, ainsi que des suffrages d'électeurs centristes refusant de voter pour le candidat R.p.r., Robert Grossmann. Bien que soutenu par le maire de Strasbourg, Pierre Pflimlin, celui-ci subit un grave échec qui traduit le malaise existant au sein de la « majorité ».

Désireux de « compenser » l'effet de la victoire socialiste à Strasbourg, plusieurs journaux ont annoncé lundi matin que le candidat socialiste à une autre élection cantonale, en Dordogne, avait perdu des voix. Pour pouvoir affirmer cela, ces journaux ont tout simplement comparé le premier tour de l'élection du dimanche au... deuxième tour de celle de mars 1976 où le candidat socialiste, resté seul en lice, avait recueilli les voix de l'ensemble de la gauche ! Mais, par rapport au premier tour de 1976, seule base de comparaison possible, le candidat du P.s. gagne plus de deux cents voix et passe de 32% à 37%, tandis que celui du P.c.f. progresse lui aussi, très légèrement.

Loin de contredire l'élection de Strasbourg, celle de la Dordogne ne fait que confirmer la poussée socialiste.



A vouloir trop prouver...

« L'Humanité » met décidément beaucoup d'obstination à affirmer les mêmes contre-vérités. Il y a quelques semaines déjà, elle avait découvert un projet de programme des partis socialistes et sociaux-démocrates européens qui engageait, prétendait-elle, le P.s. français. Nous avions montré ici même qu'il n'en était rien. Utilisant à sa manière un discours de Robert Pontillon au dernier congrès du S.p.d., l'organe du P.c.f. revient à la charge pour voir dans le prétendu programme en question la preuve que le P.s. est « pour l'austérité à la Schmidt ». A Europe 1, Robert Pontillon dément en précisant :

« Le Parti socialiste n'est actuellement nullement engagé par le projet de plate-forme commune des partis socialistes européens pour les élections européennes directes. Donc, parler d'engagement du Parti socialiste sur un projet dont il n'a pas encore délibéré, c'est de l'affabulation. Il est ridicule de parler de la main de Bonn. »

Dans ce démenti net, « l'Humanité » ne trouve — il est vrai dans un petit filet en bas de page intérieure — qu'une « confirmation » de ce qu'elle a écrit.

On pourrait conclure : C.q.f.d. Mais, si nous étions d'aussi mauvaise foi que « l'Humanité », nous pourrions poser, par exemple, cette question : Georges Marchais vient de se rendre en Hongrie ; il a fait des déclarations chaleureuses sur la situation dans ce pays et sur « les résultats impressionnants » qu'il a obtenus ; cela signifie-t-il que le P.c.f. est pour un « développement » à la hongroise ?

Elleinstein aussi

Jean Elleinstein a lu — « avec un certain mécontentement » le dernier éditorial de Claude Estier, dans lequel celui-ci évoquait la présence de l'historien communiste à la fête socialiste de Paris et son scepticisme, constaté par de nombreux militants présents, sur les accusations portées par son parti contre le Parti socialiste. Il paraît qu'il n'en est rien. C'est du moins ce qu'il a fait savoir à Claude Estier dans une mise au point publiée lundi par « l'Humanité » et adressée simultanément à « l'Unité » et... à l'A.f.p. On y lit notamment :

« Je suis quant à moi tout à fait convaincu du tournant à droite du Parti socialiste. Je le déplore et je n'ai pas encore perdu l'espoir qu'il reviendra à l'esprit du Programme commun de 1972. Je n'ai rien dit d'autre à la fête de la fédération de Paris du Parti socialiste. »

Nous avions cru lire dans le dernier livre de Jean Elleinstein qu'il n'appréciait pas toujours le ton employé par les dirigeants du P.c.f. à l'égard de ses partenaires (p.98).C'était une erreur?

● ENTRETIENS DU JEUDI

Tous les jeudis, vous pouvez venir dialoguer avec deux responsables du Parti socialiste, sur les événements de la semaine, et ce de 19 heures à 21 heures, 7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris :

— Le 8 décembre, avec Lionel Jospin et Jean Poperen ;

— Le 15 décembre, avec Dominique Taddei et Christian Pierre.

changer la vie sociale

Des chiffres exemplaires

L'an dernier, un salarié sur trois gagnait encore moins de 2 000 F : c'est l'une des indications que l'on trouve dans l'étude du C.e.r.c. (Centre d'études de revenus et des coûts), publiée la semaine passée.

Une étude basée sur l'année 1976 : il est rare de trouver, groupés dans un document, des chiffres aussi récents. Pour las salaires, par exemple, les statistiques les plus récentes datent de... 1974.

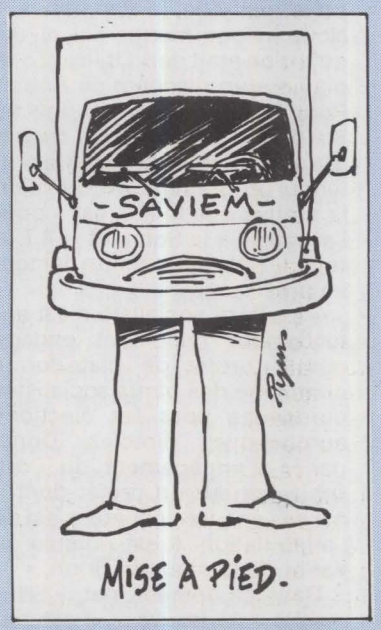
Que révèle le rapport du C.e.r.c. ? Les « cols blancs » sont mieux payés que les manuels, et les ingénieurs que les agents d'exécution. 1 % des ménages français a un revenu supérieur à 200 000 F par an. 7 % des salariés du commerce, de l'industrie et des services ne touchent pas encore le Smic, tandis qu'on ne trouve que 7 % des salaires au-dessus de 5 000 F par mois. Les différences de rémunérations peuvent aller jusqu'à 50 % selon le sexe. Les bas salaires n'ont pas encore rattrapé le retard pris entre 1955 et 1967.

Bref, les disparités sont encore très fortes. Et, si les auteurs de ce rapport de trois cents pages ne décernent pas à la France la médaille d'or de l'inégalité, ils soulignent, une fois de plus, que bien des progrès restent à faire.

Saviem-Berliet : on voit grand

Premier décembre, première étape dans une lutte qui s'annonce dure pour les travailleurs de la Saviem et de Berliet. Le 25 novembre, en effet, au comité central de chacune des deux entreprises, les directions ont confirmé les licenciements pour le 1er janvier prochain. Dans ces deux firmes, qui constituent la division poids lourds de la Régie Renault, on ne voit pas les choses en petit : 1 177 travailleurs seront licenciés chez Berliet et 701 à la Saviem.

Ces mesures visent, pour beaucoup, des salariés de plus de cinquante-huit ans. Mais l'ensemble des syndicats ont protesté avec vigueur. Pour eux, ces premières mesures seront suivies par d'autres. Déjà, chez Berliet, on entend parler de 700 licenciements qui interviendraient à la suite de la restructuration de plusieurs services. Jours chômés et réductions d'horaires risquent aussi de se multiplier, notamment à la Saviem-Blainville. Chez Berliet, la direction l'a déjà annoncé. D'ici à la fin du mois de décembre, il y aura cinq jours de chômage technique et au moins six ou sept réductions d'horaires non compensées pour les quatre premiers mois de 1978.



Mais les 15 800 salariés de la Saviem et les 19 000 salariés de Berliet sont bien décidés à ne pas se laisser faire comme ça.

A la Saviem, la C.g.t., la C.f.d.t., F.o. et la C.g.c. ont publié un communiqué commun contre les licenciements et ont fait à la direction des propositions pour maintenir le plein-emploi. Chez Berliet, les salariés ont déjà réussi à faire reculer la direction qui, de 1 193 licenciements prévus a accepté de ramener leur nombre à 1 177. Un résultat modeste, certes. Mais, dans les jours à venir, les syndicats devraient faire connaître le mode d'action retenu par les travailleurs dans les différentes usines de ces firmes.

La santé va mal

En France, la santé va mal. Depuis longtemps, C.g.t. et C.f.d.t. le clament. Pour rappeler la gravité de ces problèmes qui affectent des milliers de travailleurs de la Santé et se répercutent sur la qualité des soins donnés aux malades, les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. ont décidé d'appeler ces salariés à toute une série d'actions prévues du 24 novembre au 2 décembre.

Les égoutiers continuent

« Quarante-troisième jour de grève », clamaient les banderoles des égoutiers de Paris au cours du défilé du 1er décembre. Chirac s'obstine toujours à ne pas prendre leurs revendications en considération. En revanche, dans de nombreux quartiers de Paris, on commence à bien connaître les égoutiers et les raisons de leur action. Allant de par les rues, bottés et casqués, ils expliquent aux Parisiens les dangers de leur boulot, la nécessité de le faire bien, sous peine de voir la capitale engorgée par ses eaux usées et les salaires misérables qu'ils perçoivent en fin de mois : « Juste de quoi vivoter », constatent-ils avec colère.

Avec stupéfaction, les habitants de la ville ont découvert les aspects de cette vie souterraine qu'on prend bien soin de leur cacher quand ils font la visite « touristique » des égouts. Très nombreux, ils ont apporté leur soutien aux grévistes, ne serait-ce qu'en les encourageant à persister. Les égoutiers ont retrouvé une vieille tradition populaire en parlant aux gens dans la cour des immeubles. Et toujours, les fenêtres s'ouvrent et les pièces de monnaie tombent dans le drap tendu par les grévistes.

Sept objectifs pour l'emploi

Le Parti socialiste s'est fixé sept objectifs sur les problèmes de l'emploi. Le lundi 28 novembre, Jean-Paul Bachy, délégué national du P.S. au Travail et à l'Emploi rendait public un plan complet et précis dont voici les sept angles d'attaque :

1. Développer un grand service public de l'emploi. L'administration du travail sera réorganisée, ainsi que l'A.n.p.e., dont il est prévu de renforcer les moyens. Les jeunes à la recherche d'un premier emploi et les femmes ayant arrêté de travailler un certain temps bénéficieront des allocations familiales. Tous les chômeurs auront droit à une indemnité au moins égale à 90 % du Smic (au lieu de 50 % ou 66 % aujourd'hui, selon les cas).

2. Favoriser les créations d'emplois et d'entreprises. 300 000 emplois publics seront créés dans les secteurs déficitaires. Aides sélectives à l'investissement, avec priorité aux secteurs fournissant des emplois nombreux et qualifiés (machines-outils, équipement électronique).

3. Diminuer et mieux répartir le temps de travail. Réduction progressive et par branche de la durée du travail jusqu'à trente-cinq heures hebdomadaires. Retraite à soixante ans. Lutte sévère contre les cumuls. Limitation rigoureuse du travail posté et du travail de nuit, avec création d'une cinquième équipe quand le travail en continu est techniquement obligatoire.

4. Protéger les travailleurs contre les licenciements. Droit d'appel des représentants du personnel auprès des conseils régionaux ou de commission « ad hoc », sur les projets de licenciements collectifs.

5 Développer les droits des salariés. Les prérogatives des représentants du personnel doivent être augmentées. Affichage des salaires et des postes à pourvoir obligatoire. Contrôle du comité d'entreprise sur les investissements ayant des conséquences sur l'emploi.

6. Changer le contenu du travail, améliorer la sécurité. Développement sélectif des expériences d'enrichissement des tâches. Détermination paritaire des cadences et de l'organisation du travail. Droit aux comités d'hygiène et de sécurité de suspendre la production en cas de risque immédiat d'accident.

7. Aménager le territoire sous le contrôle des collectivités. Mise en œuvre d'une planification démocratique, associant à tous les échelons des représentants des élus, des organisations professionnelles et des confédérations syndicales représentatives.

changer la vie quotidienne

Paris gratuit

Non, ce n'est pas une blague ! A condition de payer fort cher le luxe d'habiter Paris, on peut y faire des tas de choses passionnantes ou tout simplement utiles, sans bourse délier. Encore faut-il connaître les trucs et surtout les adresses. En voici quelques-unes :

▶ Apprendre des langues étrangères : au laboratoire audio-visuel du centre Beaubourg. Tous les jours, sauf le mardi, de 14 à 22 heures. Tél. : 278-70-65.

▶ Aller au musée : tous les musées de la ville de Paris sont gratuits le dimanche, et quelques-uns en semaine (hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti ; manufacture des Gobelins, 42, avenue des Gobelins ; musée du Conservatoire de musique, 14, rue de Madrid).

▶ Cinéma, théâtre, musique :

— Centre culturel américain, 3, rue du Dragon, 6e,

— Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine, 7e ;

— Maison de la Radio, 116, avenue du Président-Kennedy, 16e ;

— Concerts à Notre-Dame (tous les dimanches, 17 h 15), à Saint-Louis-des-Invalides (16 h), au centre Beaubourg (en semaine à partir de 18 h).

▶ Se soigner :

— Un « check-up » offert tous les cinq ans par la Sécurité sociale (écrire au Service central des examens de santé, 5, rue de la Durance, 75570 Paris) ;

— Ecoles dentaires (5, rue Garancière, 5e ; 45 rue de la Tour-d'Auvergne, 9e).

Sans oublier les chiens, les chats, etc. Consultations de 8 à 10 heures à l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort, 7, avenue du Général-de-Gaulle. Tél. : 368-30-40.

Noé et le T.g.v.

Les habitants de Noé, une petite commune de l'Yonne, s'inquiètent pour leur eau. Déjà touchée par le passage du T.g.v. — le train à grande vitesse dont la S.n.c.f. est en train de construire la ligne —, Noé est maintenant menacée dans son sous-sol.

La S.n.c.f. a, en effet, obtenu le droit d'y creuser une carrière pour remblayer la ligne, carrière qui perturberait sérieusement le réseau de sources souterraines de la région... Les habitants ont créé un comité de défense. Mais, face au Goliath-S.n.c.f., Noé fait plutôt figure de David.



Samedi dernier, inauguration du métro de Marseille par Gaston Defferre.

Les gros sous des Halles

L'affaire des Halles ressort des dossiers. Henri Fabre-Luce, animateur de S.o.s.-Paris, et François Serrand, responsable de la plate-forme des Comités parisiens d'habitants, ont claqué la porte de la commission des sites et sorti les dossiers.

Le projet de Ricardo Boffil, de l'avis de la majorité des membres de la commission, est « décevant, voire consternant ». Ce qui ne l'a pas empêchée de délivrer un avis favorable : le préfet voulait que les travaux commencent avant le 31 décembre, pour permettre à la société d'économie mixte responsable de l'aménagement des Halles, la Semah, de retrouver des facilités de trésorerie.

Pour des histoires de gros sous, la commission des sites va-t-elle renoncer à son droit de critique architecturale ?

Paris-jungle

Jacques Chirac avait promis : pas d'expulsion à Paris après le 1er novembre. Quinze jours après, les occupants du 86 bis, rue du Château, du 31, rue Vercingétorix et du 96, rue de l'Ouest, dans le 14e arrondissement, se font expulser... Les immeubles, situés sur la zone d'aménagement concerté (Zac) de Guilleminot, ont été immédiatement démolis.

Heureusement que le maire prétend organiser la concertation avec les habitants ! Protester ne suffit pas. « Paris n'est pas la jungle ». Le groupe socialiste du Conseil de Paris a demandé une convocation extraordinaire de l'assemblée parisienne.

Haro sur le «tout-nucléaire»

Le programme nucléaire français a du plomb dans l'aile. Après les attaques contre le « tout-électrique », les députés réunis dans la commission des Finances de l'Assemblée nationale ont voté à l'unanimité, du R.p.r. au P.c.f., un rapport qui condamne avec virulence le « tout-nucléaire ». Certains d'entre eux « découvrent » l'énormité d'un programme qui veut multiplier par quarante-trois en vingt-cinq ans la production d'électricité nucléaire.

Le rapport s'étonne, en particulier, que le coût du kWh nucléaire calculé par E.d.f. soit passé de 3,83 centimes en 1973 à 9,7 centimes au 1er janvier 1977. « Le coût de l'investissement a plus que doublé ; les charges d'exploitation ont pratiquement triplé, et il en est de même du coût du combustible. A elle seule, cette évolution devrait conduire à réexaminer les objectifs précédemment fixés », explique-t-il en critiquant les méthodes de calcul de l'entreprise nationale.

Le rapport constate également que l'intendance, c'est-à-dire le ministère des Finances, ne peut suivre ce programme. Et il met en question sa justification même : l'indépendance nationale. « La prépondérance du groupe Empain dans la fabrication des cuves comme le recours à une licence américaine ne permettent pas d'affirmer que l'énergie nucléaire nous soustrait à toute contrainte extérieure. »

Le rapport de la commission des Finances constitue, en fait, un véritable réquisitoire contre les « erreurs stratégiques » commises par le gouvernement en matière d'énergie ; il accuse en termes clairs les fonctionnaires du ministère de l'Industrie de « concussion » avec l'entreprise publique, qui « oublie de faire parvenir ses factures aux fonctionnaires qui, précisément, ont pour mission d'exercer sur elle la tutelle de l'Etat ».

Révélateur des difficultés de financement du programme, ce rapport l'est aussi des critiques formulées de plus en plus ouvertement contre E.d.f. On y retrouve l'essentiel des arguments développés depuis trois ans par les antinucléaires ; la pression écologique et les élections aidant, sans doute faut-il y voir la preuve que le gouvernement s'apprête à une douloureuse reconversion.

La menace

« On me l'envoie, je vous l'expédie, cette chaîne vient du Venezuela, elle a été écrite par une Lyonnaise. Même si vous n'êtes pas croyants, attention à ce qui suit.

Monsieur Bergera la reçoit, fait vingt-quatre copies et gagne 9 millions à la Loterie nationale.

Monsieur Bonneau les fait copier par sa secrétaire et voit sa situation s'améliorer.

Monsieur Eveteau la brûle, sa maison est détruite, il perd ses parents, et lui se retrouve à l'hôpital de Bagnolet.

Monsieur Bouleau la jette, il se tue sept jours plus tard.

Monsieur Bonneval la reçoit, oublie, perd sa situation, la reçoit et fait vingt-quatre copies... et se voit attribuer un emploi.

Dans aucun cas cette chaîne ne doit être détruite.

Faites vingt-quatre copies et il vous arrivera dans quatre jours un événement heureux.

Chaîne de Saint-Antoine. »

Cinquante mille exemplaires, ça suffira ?

changer la vie culturelle

Un Belge à Paris un Belge à Lille

S'il n'y avait Jacques Brel et Julos Beaucarne, que saurions-nous de la vie culturelle belge ? Nombrilistes à l'excès, nous oublions souvent que de petits vents frais nous viennent parfois de Belgique. Combien sont ces Belges que nous croyons Français ? Georges Simenon, vous connaissez ? Les Belges ont bien d'autres choses à nous raconter que les « histoires belges » éculées dont nous faisons pâture.

Deux exemples récents : un peintre et un sculpteur. Le peintre se nomme Henry Lejeune ; il vient d'Ecaussines, le village natal de Julos Beaucarne ; il présente ses dessins au Centre culturel Daviel, à Paris (26, rue Daviel, 13è), jusqu'au 21 décembre. Le sculpteur a nom Vic Gentils ; ses œuvres sont exposées au musée des Beaux-Arts de Lille, jusqu'au 9 janvier 1978.

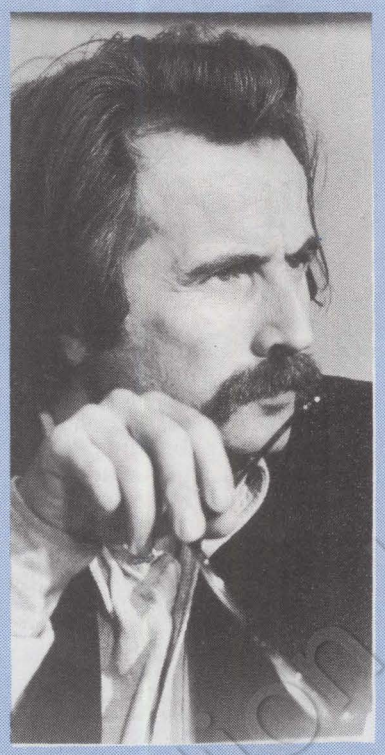
Lejeune est déjà célèbre pour ses céramiques et ses encres colorées. Un livre lui sera prochainement consacré, présenté par Gisèle Ollinger, conservateur du musée d'Art moderne de Bruxelles. Moins connu, Vic Gentils, n'en est pas moins important : reprenant irrespectueusement certains Rubens, travaillant à partir de déchets ou d'éléments hétéroclites, il signe des compositions ou des « collages sculptés » qui ne sont pas sans rappeler la brutalité d'un Tinguely ou d'un Dubuffet, qui fascinent autant que certaines sculptures de Picasso. Il n'a que cinquante-huit ans : pour un sculpteur, c'est encore la prime jeunesse !

« Chanson » en danger

« Chanson » est la seule publication consacrée à la chanson vivante, à la chanson différente, à la chanson en train de se faire. « Chanson » est, en principe, une revue mensuelle. Mais, en plusieurs années, « Chanson » n'a pu faire paraître que vingt-sept numéros. Il est vrai que « Chanson » ne tient que par la bonne volonté de quelques journalistes regroupés autour de Lucien Nicolas. Malgré son côté « service public » — au service du public et de la chanson —, « Chanson » ne reçoit aucune subvention.

Ne se commettant pas dans les copinages commerciaux du show-business, « Chanson » n'a aucune recette publicitaire. Claude Nougaro, Dick Annegarn, Yves Simon, Maxime Le Forestier et des dizaines d'autres ont souvent souligné l'utilité de « Chanson », seul organe d'information du genre. Ce soutien moral et politique est important. Il est insuffisant. Ce qu'il faut avant tout à « Chanson », ce sont des abonnés. Sans abonnement, pas de trésorerie. Sans trésorerie, aucune périodicité régulière possible.

Si vous aimez la chanson, sachez-le : « Chanson » a besoin de cinq mille abonnés nouveaux. Sinon, Lucien Nicolas devra mettre la clef sous la porte. « Chanson » est au 185 bis, rue Ordener Paris 18e. Son numéro de compte chèque postal est : 31 036 17 M La Source. Un abonnement annuel à « Chanson » ne coûte que 60 F. A travers « Chanson » c'est « une certaine idée de la chanson » qui est défendue. Une idée qui est aussi la nôtre à « l'Unité ».



Debray couronné

Dès notre numéro de rentrée, le 9 septembre dernier, nous l'annoncions parmi les bonnes surprises à attendre de la rentrée romanesque. Plus récemment, dans notre numéro du 11 novembre, Claude Manceron lui consacrait la moitié de sa chronique « A lire cet automne ».

« La neige brûle » (Grasset), roman de Régis Debray, vient d'obtenir le prix Femina 1977. Ces dames du jury ont aimé Imilla, l'héroïne autrichienne qui ne vit que pour la révolution, et ont couronné Boris, pardon... Régis, qui vit désormais sous la révolution. Une question : à quoi rêvait le prisonnier Régis Debray dans sa prison bolivienne de Camiri ? A la gloire littéraire ? Sûrement pas. Il ne faudrait pas que l'écrivain serve à certains à escamoter le militant. Celui-là, nous l'aimions et le défendions quand les dames du Femina fouettaient d'autres chats.

L'homme de plume n'est qu'une facette de l'homme de sang, du combattant. C'est peut-être le moment de le rappeler.

J.-P. L.

Un théâtre Guy-Foissy au Japon

Isabelle Ehni, Pierre Vaneck et Jean-Roger Caussimon ont créé sur France-Culture, le 27 octobre dernier, « Chez Marcel, au plat du jour », de Guy Foissy. La pièce la plus remarquée du Sixième Festival de théâtre pour l'enfance et la jeunesse (qui s'est déroulé en octobre dernier à Belfort) a été « l'Epouvantail », de Guy Foissy. Cette saison, les Lyonnais vont découvrir deux autres pièces de Foissy : « l'Entreprise », au théâtre de Poche, et « l'Evénement », au théâtre de l'Agora. A Paris, au café-théâtre le Bec fin (6, rue Thérèse), on joue tous les soirs, à 20 h 45, « le Motif », de Foissy. En Tunisie, le Théâtre de la Ville de Tunis a monté la version arabe de « l'Evénement » : elle tourne actuellement à travers le Maghreb et doit venir prochainement en France.

Mieux : à Tokyo, dans le quartier Toshima-Ku, un théâtre porte le nom de Guy Foissy, et joue uniquement des pièces de cet auteur : « Le Voyage au Brésil », « l'Arthrite », « Spécial Sang », « Demain la fête », etc. Au total, sept pièces de Foissy ont déjà été données au théâtre Foissy de Tokyo. Et six autres jouées à travers le Japon par d'autres troupes. Quel autre auteur dramatique français peut en dire autant ?

La vente du Pen Club

Près de cent quarante écrivains, parmi lesquels Armand Lanoux et Emmanuel Roblès, de l'Académie Goncourt, Casamayor, Yves Cazaux, Jean-Pierre Chabrol, Dominique Desanti, Jean Elleinstein, Claude Estier (assisté d'Annie Girardot), Franz-Olivier Giesbert, Jean-François Kahn, Albert Memmi, Pierre Mendès France, Yves Navarre, Leonid Pliouchtch, Alain Touraine, etc., dédicaceront leurs livres à la vente du Pen Club français samedi 3 décembre, de 14 à 20 heures, au palais de Chaillot (musée des Monuments français).

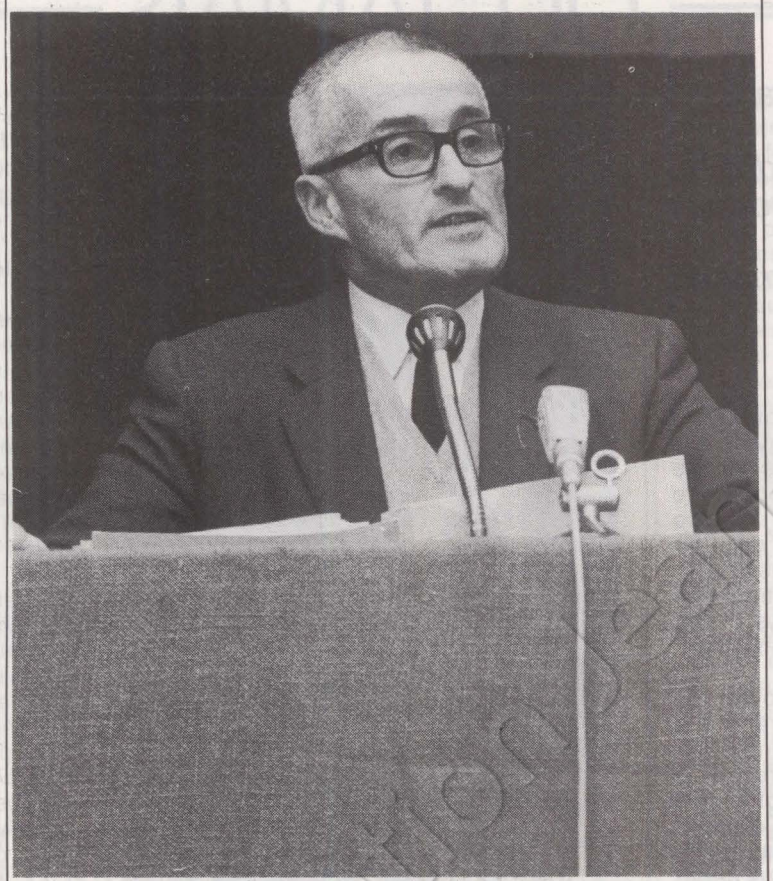
● Samedi 3 et dimanche 4, France - Amérique latine organise de 10 h à 20 h, au 92, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris, une vente de solidarité au profit des emprisonnés chiliens : tapis brodés, affiches, livres, disques, céramiques.

CHAMPAGNE
BARON
FUENTE
Vigneron

21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

19 à 23 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
tél. : (23) 82.01.97.

BUDGET 1978 : PETITES FAVEURS ET GRANDES INJUSTICES



PAR ANDRÉ BOULLOCHE

Le projet de budget pour 1978 voté en première lecture par l'Assemblée nationale est, cette fois encore, très proche du texte présenté par le gouvernement en septembre. Sur un total voisin de 400 milliards, ce n'est même pas le millième qui a été modifié. Une fois de plus, on aura délibéré un mois pour un résultat infime. Cette année, étant donné les rodomontades du R.p.r., le fait est particulièrement digne d'être noté.

Le budget reste donc ce qu'il était, budget des petites faveurs électorales et des grandes injustices pour les travailleurs. L'impôt sur le revenu des basses tranches va nettement augmenter en valeur absolue, car le gouvernement n'a majoré le barème que de 7,5 %, et la hausse réelle du coût de la vie va s'établir à 10 % environ. Parallèlement, on relève de 25 % la part des revenus des P.d.g., qui bénéficie de l'abattement de 20 % sur les salaires. 7 % pour les uns, c'est un prélèvement supplémentaire ; 25 % pour les autres, c'est une faveur de plus.

La création nette d'emplois dans les budgets civils chute à moins de 18 000, en diminution de plus de 60 % sur le budget de 1977. Les embauches réelles seront de l'ordre de 10 000, chiffre dérisoire si l'on se rappelle que notre pays compte actuellement 1 200 000 demandeurs d'emploi. C'est une preuve de plus de la parfaite désinvolture du gouvernement à l'égard du chômage grandissant ; on songe davantage à le dissimuler en manipulant les chiffres qu'à lui apporter un remède durable. Certes, les créations d'emplois dans les services de l'Etat ne résoudront pas le problème, mais elles peuvent contribuer à sa solution, et c'est pourquoi les propositions socialistes portent sur 150 000 créations d'emplois publics. Rien de tel du côté gouvernemental.

Autre manifestation d'injustice : la baisse en volume réel des crédits d'équipement des budgets civils, puisque les autorisations de programme n'augmentent en francs courants que de 5 %, alors que la monnaie se déprécie de 10 %. Il s'agit des équipements collectifs, ceux qui profitent à tout le monde, et en particulier aux plus défavorisés qui n'ont pas d'équipements individuels pour compenser leur insuffisance. Non seulement ces équipements collectifs ne suivent pas la progression du produit intérieur brut, mais cela fait la deuxième année consécutive qu'ils régressent en valeur absolue ! Une forte augmentation du chômage dans le bâtiment et dans les travaux publics est à prévoir comme deuxième conséquence de cette politique d'austérité.

Pour la première fois, le budget avoue un déficit dans sa présentation. Cette dernière précision est utile, car le déficit réel est depuis longtemps une habitude. Il dépassera 100 milliards sur les quatre années allant de 1975 à 1978. La véritable signification du chiffre de 9 milliards inscrit au budget 1978, annonciateur d'un déficit réel beaucoup plus important, est que la droite s'installe dans le déficit. Elle n'a guère cure d'une saine gestion, uniquement préoccupée qu'elle est de la perspective des élections, et elle n'hésite pas à vider les caisses de l'Etat, avec l'arrière-pensée de laisser à la gauche, si celle-ci arrive au pouvoir, une situation financière inextricable.

Le rôle essentiel du budget de 1978, c'est de continuer le plan Barre. Il est d'ailleurs surprenant de voir Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre manifester une telle obstination dans la poursuite d'une politique dont l'échec est cependant évident : les prix montent toujours autant, le chômage augmente, la production stagne ou diminue, le franc vacille, l'endettement extérieur devient considérable et, malgré tout cela, on continue. Pas de relance par la consommation, les salaires restent pratiquement bloqués, pas de politique industrielle sélective. On s'assied sur le couvercle de la marmite et on attend.

Malgré ce bilan qui serait ridicule s'il n'était aussi tragique pour des masses de gens simples, le R.p.r. avec Chirac tire à boulets rouges sur le plan Barre, mais vote en masse à l'Assemblée le budget qui en est l'expression législative. Cette contradiction en dit long sur le désarroi de la majorité.

Pour se conforter, celle-ci cherche à mettre au point un programme. Une telle dose de cynisme a de quoi étonner. Car la majorité a un programme, qu'elle semble avoir oublié, c'est le VIIe Plan, voté par elle avec solennité l'année dernière, et qui couvre une période de cinq ans. Elle ne peut en avoir d'autre, sous peine de manifester clairement qu'elle n'accorde aucune valeur à son « plan » et que les Français feraient bien de ne pas en accorder davantage au programme électoral de la majorité s'il voit le jour.

Or, et il faut ici revenir au budget de 1978, une des leçons qui s'en dégagent, c'est que le Plan ne sera pas exécuté. Même le noyau dur, matérialisé sous forme de « programmes d'action prioritaire » que le gouvernement s'était engagé à réaliser quoi qu'il arrive, prend un retard tel qu'au bout de trois ans, à la fin de 1978, en mettant les choses au mieux, son taux de réalisation ne dépassera pas 52 %.

Malgré son caractère de trompe-l'œil et ses astuces de présentation, le budget apporte ainsi des indications intéressantes sur la politique ou plutôt l'absence de politique du gouvernement et de la majorité disparate qui le soutient.

En fait, le Pouvoir suit une politique au jour le jour, son objectif ne dépasse pas quatre mois. S'il veut faire croire qu'il a un « programme », il ne saurait s'agir que d'un panonceau destiné à faire momentanément illusion et à être ensuite jeté aux oubliettes comme le fut le programme de Provins.

Le budget constitue une minute de vérité que les plus astucieux camouflages ne permettent pas de voiler entièrement. La vérité budgétaire de 1978, c'est que le Pouvoir actuel fait peser à plein le poids de la crise sur les travailleurs et les plus défavorisés. Pour lutter contre cette agression, l'Union de la gauche et le Programme commun dûment actualisé sont plus nécessaires que jamais.

DANS UN MOIS, DANS UN AN... OU JAMAIS

Compliqué, ce monde arabe toujours à la recherche de son unité et toujours divisé en groupe de pays antagonistes entre lesquels l'esprit de surenchère l'emporte trop souvent sur celui de raison !

Depuis des années, un jeu subtil fait et défait des alliances, unit l'Egypte à la Syrie puis les oppose, déclenche contre le Caire les foudres de Tripoli et de Bagdad, sacrifie les Palestiniens à la survie de régimes réactionnaires comme celui du roi Hussein de Jordanie, le tout sous la houlette du régime encore plus réactionnaire d'Arabie saoudite, banquier des pays arabes et principale plate-forme des intérêts américains dans la région.

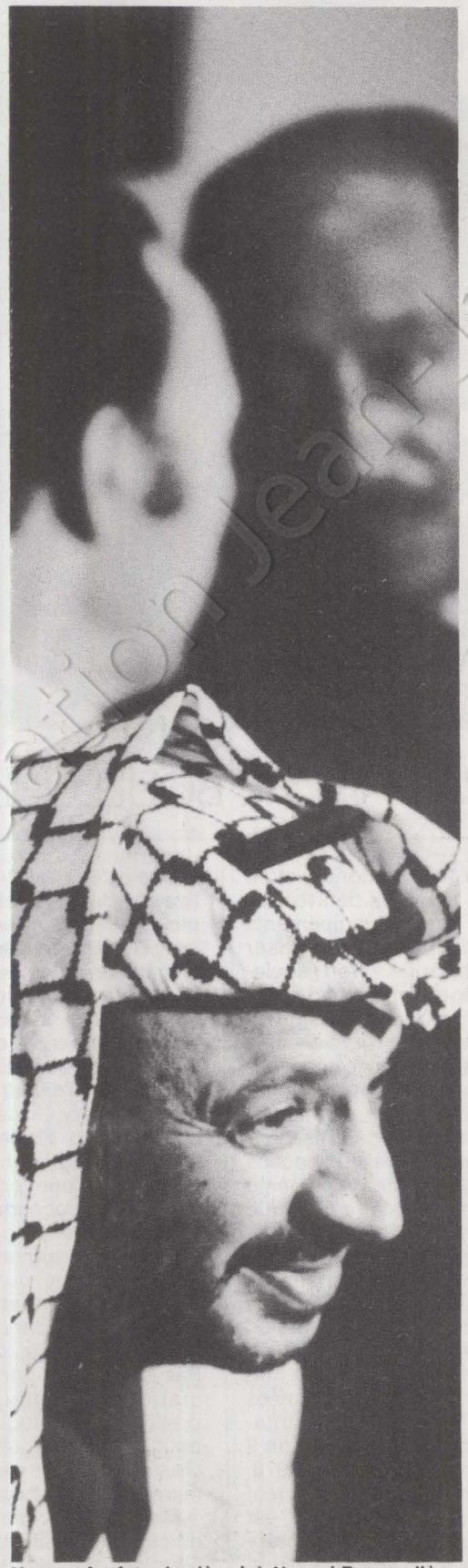
L'initiative spectaculaire d'Anouar El-Sadate — décidant soudain de prendre le taureau par les cornes et de se rendre lui-même à Jérusalem, de reconnaître par là même, et pour la première fois officiellement, l'Etat d'Israël — ne pouvait évidemment que déranger ce jeu et valoir au président égyptien l'hostilité que l'on voue généralement aux trouble-fête.

Sadate a, dans un premier temps, incontestablement marqué un point. Il est apparu aux yeux de l'opinion mondiale comme le champion de la paix. Il a, comme on dit, fait bouger les choses. Mais, pour les faire réellement avancer et dans la mesure même où il a, par son geste spectaculaire, placé très haut les enchères, il lui faut tenir le rythme, c'est-à-dire imaginer de nouveaux coups d'éclat.

Dans son esprit, l'invitation faite à toutes les parties intéressées de se rendre dès ce samedi au Caire en était un, prolongeant celui du discours à la Knesset. Mais il est déjà certain qu'il n'aura pas le même retentissement, ne serait-ce que parce que l'effet de surprise, cette fois, n'existe plus.

On s'interroge toujours sur la question de savoir si Sadate a décidé seul d'aller en Israël ou s'il y a été poussé par les Etats-Unis. Les Palestiniens croient à la seconde hypothèse et justifient leur hostilité à l'entreprise égyptienne, comme nous le dit ci-contre leur représentant à Paris Ezzedine Kalak, par leur crainte que la négociation engagée par Sadate favorise l'établissement dans la région d'une paix américaine. Pierre Mendès France, qui se trouvait à Jérusalem lors du voyage de Sadate, qui a discuté avec lui ainsi qu'avec les dirigeants israéliens, est d'un avis contraire et pense que les Américains ont été surpris et même pris de court par la décision de Sadate.

Quoi qu'il en soit, en annonçant leur présence samedi au Caire, les Etats-Unis montrent bien qu'ils n'entendent pas être absents de toute procédure de règlement, même si celle qui est proposée aujourd'hui par l'Egypte risque d'avoir pour conséquence non pas de rapprocher mais bien d'éloigner la fameuse conférence de Genève qu'Américains et Soviétiques s'accordaient il y a quelques semaines à vouloir réunir dans les meilleurs délais sous leur double égide.



Yasser Arafat ; derrière lui, Houari Boumediène et Anouar El-Sadate.

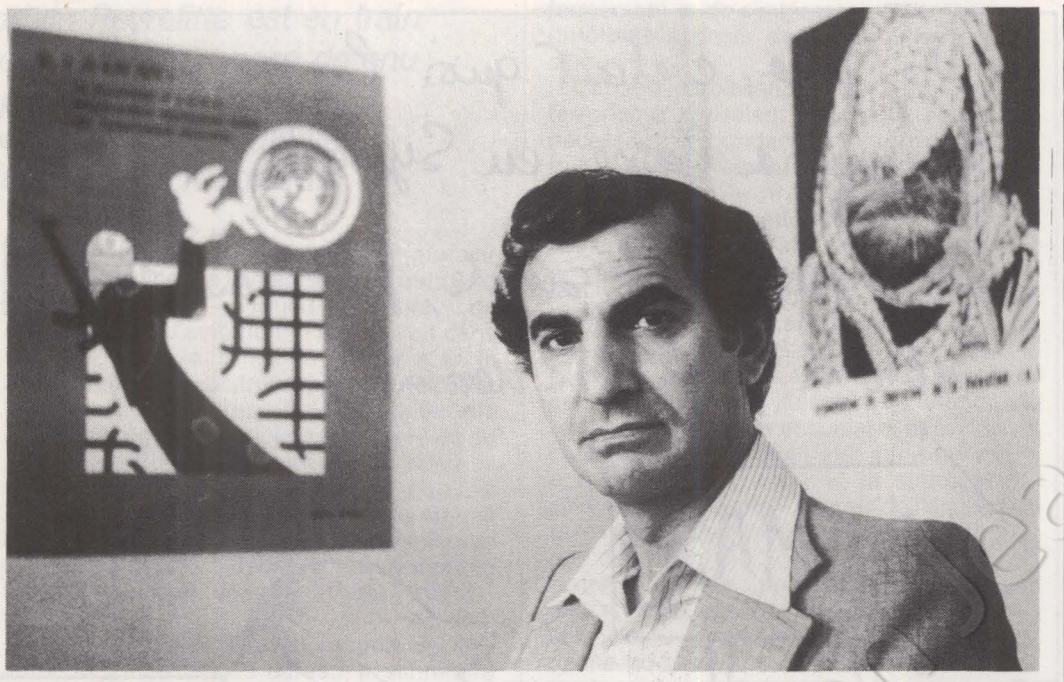
Dans son discours de samedi dernier devant les députés égyptiens, Sadate a souligné qu'il n'avait pas l'intention, en se rendant en Israël, de régler en deux jours les problèmes du Proche-Orient. Nul ne pouvait, en effet, l'imaginer. Mais la question qui se pose aujourd'hui est bien celle de savoir comment on peut aller plus loin en tirant les fils qui ont été noués.

Une première constatation concerne Israël : la venue de Sadate a fait apparaître, aux yeux du monde entier, l'immense désir de paix de la population israélienne, prête sans aucun doute à accepter d'importantes concessions en échange de la sécurité. Il ne semble pas jusqu'ici que le Premier ministre Menahem Begin ait été au diapason de ce désir populaire. Nombreux sont ceux, qui, en Israël même, souhaitent le voir assouplir ses positions et prononcer enfin les paroles qui pourraient provoquer un déclic, en particulier du côté des Palestiniens.

Ceux-ci reprochent à Sadate d'avoir volontairement omis de mentionner dans ses discours le nom de l'O.l.p. comme s'il se réservait de faire apparaître d'autres interlocuteurs palestiniens que ceux désignés par leur organisation la plus représentative. Mais la critique palestinienne contre Sadate — l'interview d'Ezzedine Kalak le confirme encore — reste relativement modérée par rapport à celle des pays arabes — généralement les plus éloignés du champ de bataille — qui accusent le président Sadate de trahison pure et simple. C'est que les Palestiniens sont partagés entre la crainte d'être de nouveau les victimes d'accords conclus en dehors d'eux et la tentation de s'engouffrer dans la brèche qu'a ouverte le voyage de Sadate. Ils disent aujourd'hui publiquement ce que Yasser Arafat nous laissait entendre en privé il y a trois ans, à savoir qu'ils seraient prêts à installer un Etat palestinien en Cisjordanie et sur la bande de Gaza, ce qui est une façon d'admettre, même si leur réponse demeure ambiguë, que l'Etat d'Israël pourrait continuer à exister de manière indépendante dans ses frontières d'avant 1967.

Les cartes sont maintenant sur la table. Il reste, et c'est le plus difficile, que l'ensemble des interlocuteurs nécessaires veuillent bien venir s'asseoir en même temps autour d'elle. Ce ne sera pas le cas demain au Caire. Mais, dans ce monde arabe aux retournements si soudains, nul ne peut dire aujourd'hui si ce sera possible dans un mois, dans un an ou jamais !

CLAUDE ESTIER



EZZEDINE KALAK (O. L. P.) : "QUE L'EXISTENCE NATIONALE DU PEUPLE PALESTINIEN SOIT RECONNUE !"

« L'UNITÉ ». — L'O.l.p. vient de prendre une position catégoriquement hostile à l'initiative du président Sadate. Il semblait pourtant, lorsque celui-ci avait annoncé son voyage à Jérusalem, que Yasser Arafat ne s'y était pas explicitement opposé. Cela veut-il dire qu'il y a des différences d'appréciation à l'intérieur même de votre organisation ?

EZZEDINE KALAK. — La décision du président Sadate de se rendre devant la Knesset a été prise par lui personnellement sans consultation préalable avec les dirigeants arabes. Pour la résistance palestinienne, cette initiative personnelle était préparée de longue date avec les Etats-unis et visait à la reconnaissance de l'Etat d'Israël et à l'établissement de relations normales avec lui. Tout le monde a pu voir et entendre les discours du président Sadate et de M. Begin, et chacun a pu constater le décalage entre les deux : alors que le président Sadate, par le fait même de son voyage, reconnaît l'Etat d'Israël, accorde la sécurité et la paix aux Israéliens, le Premier ministre israélien Menahem Begin est resté aussi intransigeant qu'auparavant.

Pour l'O.l.p., cette initiative de Sadate a porté un coup à la lutte du peuple palestinien, parce que, à deux reprises consécutives, dans son discours à la Knesset et dans celui devant le Parlement égyptien samedi dernier, il n'a pas mentionné l'O.l.p., qui est pourtant le seul représentant légitime du peuple palestinien. Et cette initiative a également porté atteinte à la solidarité arabe, car aux Sommets arabes, que ce soit à Alger en novembre 1973 ou à Rabat en octobre 1974, l'ensemble des dirigeants arabes avaient reconnu l'O.l.p. comme l'expression authentique du peuple palestinien et son unique représentant. Ne pas mentionner l'O.l.p. revient donc à mettre en question les décisions prises par l'ensemble des pays arabes.

Les Palestiniens luttent pour une paix véritable, équitable et durable. Nous pensons que la division du monde arabe amènera à une « Pax americana », alors qu'une action unanimement acceptée par les Arabes pourrait amener cette paix équitable dans la région.

— Pourtant, dans son discours à la Knesset, le président Sadate a posé de façon catégorique les deux conditions pour la paix : l'évacuation des territoires occupés depuis 1967 et la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Comment pouvez-vous alors considérer qu'il n'a pas défendu les revendications arabes pour un règlement de paix ?

— La communauté internationale reconnaît aujourd'hui dans le problème palestinien le fond même du conflit israélo-arabe. Donc répéter cette évidente vérité n'est pas une chose nouvelle. Aujourd'hui, la lutte du peuple palestinien passe par une étape décisive : celle de la représentation palestinienne. Qui représente aujourd'hui les droits nationaux des Palestiniens ? Le peuple palestinien a donné sa réponse : c'est l'O.l.p. Comme on l'a vu dans de précédentes guerres coloniales, que ce soit en Algérie ou au Vietnam, les colonisateurs ont toujours tenté de trouver des faibles pour rechercher une solution quelconque. Mais ces interlocuteurs-là n'ont jamais résolu aucun problème. On voit se produire aujourd'hui la même situation : les dirigeants israéliens pensent qu'ils peuvent régler le problème palestinien avec certains individus palestiniens qui se trouvent en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, en collaboration avec le régime du roi Hussein. Nous regrettons que le président Sadate se soit engagé dans cette voie. Je répète que nous voulons une paix véritable, réelle, durable, et elle ne peut pas être acquise avec des individus qui ne représentent qu'eux-mêmes.

— La charte de l'O.l.p. parle de destruction de l'Etat d'Israël. Considérez-vous toujours que c'est l'un des objectifs de la lutte des Palestiniens ? Et cela signifie-t-il que vous excluez de vous asseoir à une table de négociations avec des Israéliens pour discuter avec eux d'un règlement pacifique ?

— La Charte nationale palestinienne reflète les aspirations profondes du peuple palestinien. On nous pose souvent cette question sur notre objectif consistant à détruire l'Etat israélien. A mon avis, il faut aller plus loin dans la réponse. C'est le peuple palestinien lui-même qui a proposé à la communauté juive en Palestine de vivre en paix ensemble, juifs, musulmans et chrétiens, dans un Etat démocratique. Yasser Arafat l'a dit solennellement dans son discours aux Nations unies en novembre 1974. Cette proposition a été refusée. Depuis, le Conseil national palestinien a pris plusieurs résolutions, adopté des programmes qui sont connus dans le monde entier, que ce soit le programme en dix points ou, en mars dernier, celui en quinze points. Ces programmes qui tracent l'action et les objectifs politiques de l'O.l.p. à l'heure actuelle prévoient la création d'un Etat palestinien indépendant sur toute parcelle de la Palestine éventuellement libérée ou évacuée. Nous savons que la communauté internationale admet maintenant, d'une façon générale, le retrait des Israéliens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Le peuple palestinien est prêt, pour contribuer à l'élaboration de la paix, à installer son Etat indépendant sur toute parcelle.

— Cet Etat indépendant pourrait donc coexister avec l'Etat d'Israël, en supposant que celui-ci soit ramené à ses frontières d'avant 1967 ?

— Il est prématuré de parler avec précision des frontières. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'il y a dans le conflit d'autres parties →

prenantes et que le gouvernement israélien appelle à la création d'« Eretz Israël », le grand Israël, qui regrouperait non seulement l'ancienne Palestine de 1948, mais aussi une partie du Sinaï et une partie du Golan. Il faut donc attendre, pour parler de cette question, de connaître le rapport des forces qui imposera telle ou telle frontière. Mais nous pensons que ce n'est pas l'Etat d'Israël, qui dispose d'une armée capable de défaire plusieurs offensives arabes déclenchées en même temps, qui a à craindre les violations de frontières. Ce sont plutôt les Palestiniens, qui sont bombardés jour et nuit au Sud-Liban.

— J'insiste sur la question : quand vous parlez d'un Etat palestinien indépendant sur toute parcelle qui serait libérée, est-ce que cela veut dire, et sans parler du tracé même des frontières, que vous accepteriez le principe de l'existence de l'Etat d'Israël, indépendant lui aussi ?

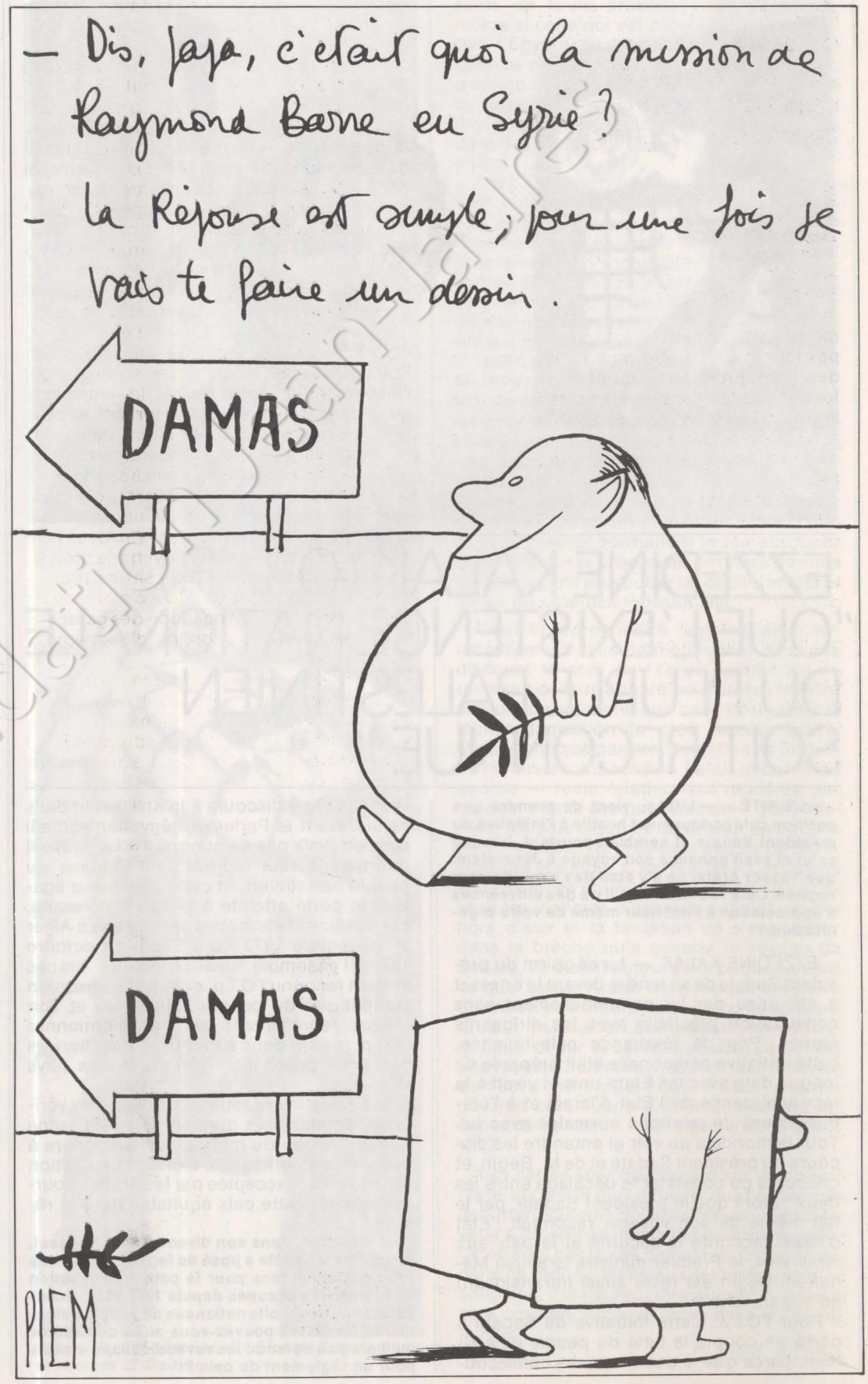
— La reconnaissance est un acte de souveraineté. Les Palestiniens n'en bénéficient pas à l'heure actuelle. Ils luttent pour l'obtenir. Il faut d'abord que l'existence nationale du peuple palestinien soit reconnue. Il est utile de rappeler que M. Begin, dans son discours à la Knesset, répondant au président Sadate, n'a même pas daigné prononcer le mot « palestinien ». Il a parlé seulement de la population arabe d'« Eretz Israël ». Je ne vois pas pourquoi les Palestiniens reconnaîtraient aujourd'hui concrètement l'Etat d'Israël, alors que les dirigeants israéliens nient l'existence nationale du peuple palestinien.

— L'O.l.p. a décidé de participer cette semaine au Sommet de Tripoli, qui se présente comme une contre-offensive à la réunion avec les Israéliens conviée par le président Sadate ce samedi au Caire. Cela veut-il dire que vous vous rangez définitivement parmi les Arabes hostiles à Sadate ?

— Les Etats-Unis cherchent aujourd'hui à imposer leur hégémonie dans la région. Nous pensons que les Etats-Unis étaient derrière le voyage du président Sadate. La division du monde arabe ne peut qu'apporter de l'eau au moulin américain. C'est à cause de cela que la résistance palestinienne est pour le renforcement de la solidarité arabe, bien que celle-ci pose un grand nombre de problèmes aussi bien bilatéraux que d'ordre général. Néanmoins, nous pensons qu'il est de l'intérêt de toutes les forces de progrès de contrecarrer l'emprise grandissante des Etats-Unis sur la région, car cela ne peut que provoquer davantage de conflits interarabes et accélérer peut-être une nouvelle guerre israélo-arabe. C'est pour cela que l'O.l.p. œuvre avec toutes les forces arabes qui veulent arrêter l'offensive américaine et qui veulent empêcher que l'Egypte soit isolée du monde arabe.

— Vous excluez une rencontre prochaine entre Sadate et Yasser Arafat...

— Yasser Arafat est né à Jérusalem. Le président Sadate est allé là-bas. Yasser Arafat ne peut pas le faire aujourd'hui. Mais je suis absolument sûr qu'un jour il rentrera chez lui...



LES MAGISTRATS CONTRE PEYREFITTE

Alain Peyrefitte est en train de battre un record détenu par Jean Lecanuet... celui de l'impopularité auprès des magistrats

Le thème retenu le week-end dernier par le Syndicat de la magistrature pour son Xe congrès : « l'Enjeu judiciaire », ne manquait pas d'ambition. Il s'inscrivait dans le droit-fil de la réflexion menée par le Syndicat de la magistrature depuis 1968 sur la Justice et son rapport « aux différents modes de régulation sociale ou d'exercice du pouvoir d'Etat ». Comment est prise la décision judiciaire, quelles en sont la fonction et les conséquences, telles étaient les grandes questions dont les magistrats syndiqués devaient débattre le vendredi 25 novembre au sein de neuf forums « spécialisés ».

En présentant samedi le « rapport d'orientation et d'activité » du bureau, le secrétaire général du S.m., Gérard Blanchard, n'a pas emporté la conviction générale. Sans doute le bilan de l'année écoulée est-il positif, tant pour l'action victorieuse menée à l'occasion de poursuites disciplinaires envers des magistrats syndiqués — comme Claude Joly, juge d'instance à Douai — que pour l'action engagée contre certains projets de loi portant atteintes aux libertés. Le S.m. est également intervenu pour soutenir Raoult et Mulsant, qui ont été écartés du concours de recrutement à l'Ecole nationale de la magistrature (E.n.m.) par Alain Peyrefitte en raison de leur engagement militant comme membres du Parti socialiste.

Avec un inégal succès, il a aussi organisé au printemps, en relation avec différentes associations et les grandes organisations syndicales, les premiers états généraux — nationaux et régionaux — sur la justice quotidienne. Ces états généraux ont tout de même permis un premier contact qui s'imposait pour débroussailler le terrain et poser les jalons d'une tâche de longue haleine qu'il importe de poursuivre. Enfin, sans qu'il soit possible d'énumérer toutes les initiatives ponctuelles prises ici ou là, le Syndicat de la magistrature s'est engagé aux côtés de ceux qui condamnaient l'extradition de Klaus Croissant.

Alors, que fut-il reproché au bureau ? A travers des critiques souvent contradictoires, les protestations étaient de trois ordres.

D'abord, il y eut celles des auditeurs de justice de l'Ecole nationale de la magistrature. En butte à l'administration sur le problème de la notation, première manifestation du phénomène hiérarchique dans leur carrière embryonnaire, les auditeurs ont convaincu sans peine le congrès de la nécessité pour le S.m. de les soutenir plus fermement et de s'intéresser davantage aux différents aspects de la formation professionnelle.

L'affaire Croissant et le problème du terrorisme divisaient ceux qui estimaient nécessaire de condamner le terrorisme — et tout particulièrement celui de la Fraction armée rouge — préalablement à toute dénonciation des atteintes aux libertés et ceux qui, au contraire, ne jugeaient pas nécessaire de donner des gages sur leurs intentions pour prendre position en faveur des libertés. Finalement, la motion suivante fut adoptée : « Le S.m. considère que le problème du recours à la violence ne saurait être examiné qu'en liaison avec le contexte historique, politique et social. Il dénonce, en conséquence, les méthodes utilisées par la Fraction armée rouge et la stratégie qui l'inspire. Il s'indigne toutefois de l'amalgame que l'on pratique entre le terrorisme et ceux qui défendent en toutes circonstances le respect des principes démocratiques ; une telle attitude conduit peu à peu à assimiler au terrorisme toute contestation politique, même non violente. Il proclame enfin que, quels que soient les moyens employés et le mobile qui l'inspire, tout citoyen a le droit de bénéficier de toutes les dispositions protectrices des libertés et qu'aucune situation ne permet de justifier un abandon des garanties fondamentales ou l'adoption d'une législation d'exception. »

La dernière série de critiques, en partie rejetée par le bureau, faisait état d'une certaine démobilisation de la base. Derrière le désenchantement que traduisaient les interventions et sans qu'il soit encore possible de parler d'une crise grave de militantisme, ce congrès — qui a malgré tout adopté le rapport du bureau — a montré le S.m. à la recherche d'un second souffle, voire d'un nouveau consensus. Peut-être qu'involontairement Alain Peyrefitte vient de lui faciliter la tâche. En effet, Monique Guéman, vice-présidente du Syndicat de la magistrature, a appris le 28 novembre — soit au lendemain de la clôture du congrès — qu'elle faisait l'objet d'une suspension provisoire et de poursuites disciplinaires — signées par Peyrefitte le 22 novembre — pour avoir critiqué le 18 novembre l'extradiction de Croissant, à l'ouverture de l'audience du tribunal de Draguignan où elle est premier substitut.

Il convient de rapprocher cette décision plus que contestable, tant dans la forme que dans le fond, d'une autre motion adoptée la veille par le congrès. « Le S.m. rappelle son opposition à l'extradition en matière politique et affirme qu'il est du devoir des magistrats de dénoncer dans la juridiction et ailleurs les atteintes graves portées contre le droit d'asile et les droits de la défense. »

Face à cette nouvelle répression, le S.m. ne manquera pas de resserrer les rangs, comme il l'avait déjà fait pour empêcher la mutation d'Etienne Ceccaldi à Hazebrouck. Il est même permis de penser qu'il pourrait bénéficier dans cette nouvelle épreuve de l'appui de l'Union syndicale des magistrats. Cette organisation, qui regroupe les magistrats modérés, a en effet également tenu colloque les 26 et 27 novembre. A cette occasion, son président, André Braunschweig, a également abordé l'affaire Croissant, dans laquelle, après l'affaire de Broglie, l'affaire Abou Daoud et celle des micros du « Canard enchaîné », le Pouvoir a, selon lui, une fois encore « placé l'indépendance de la Justice dans une position difficile ».

A l'issue de ce week-end, où la politique judiciaire du gouvernement a fait l'unanimité contre elle, on pouvait se demander si Peyrefitte ne va pas dépasser Jean Lecanuet sur le terrain de l'impopularité auprès des magistrats. Et ce n'est pas peu dire...

JEAN-LOUP REVERIER



Alain Peyrefitte et le « croissant-boomerang », vus par Demoulin.

ESPELIDOU : LE FANTOME DE FABRE EXORCISÉ

Passible de la cour d'assises, le père Fabre, tortionnaire et inculpé d'homicide, continue de bénéficier du soutien et de l'appui de l'évêché de Montpellier et de l'extrême droite de toute la région. Sans la vigoureuse action de Gérard Delfau, du personnel de l'Espélidou et des parents des petits handicapés, il revenait en maître

De notre envoyée spéciale

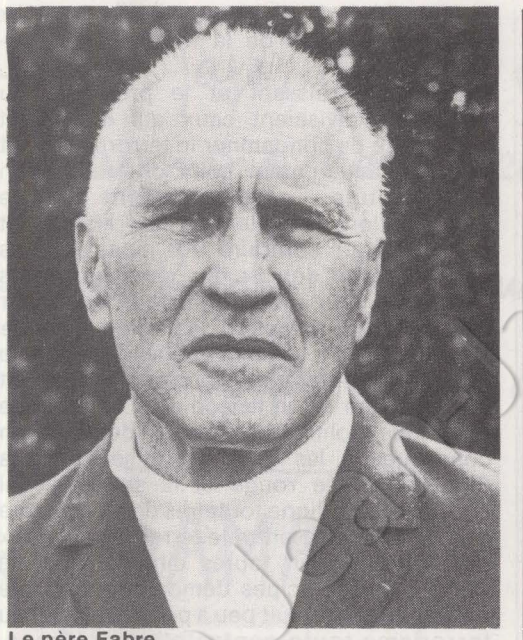
« Alors, on pend Fabre ? », plaisantait un habitant de Saint-André-de-Sangonis en entrant dans la mairie pour une réunion d'information organisée par la municipalité, le 25 novembre, au sujet des derniers développements de l'affaire de l'Espélidou.

Depuis trois semaines, l'émotion était grande dans ce petit bourg de l'Hérault à l'annonce d'un éventuel retour de l'ancien directeur de l'Espélidou à la tête de l'association gestionnaire de l'établissement. La même émotion qui régnait en 1976 après la mort de la petite Isabelle Le Menach. L'hostilité en plus. Deux cents Saint-Andréens étaient venus à cette réunion pour écouter leur maire, le socialiste Gérard Delfau, faire le point sur l'affaire. Car, au-delà du problème humain de ces jeunes handicapées mentales torturées par l'ancien aumônier militaire, l'Espélidou représente, pour ce village de 2 700 habitants, une trentaine d'emplois.

On savait, ici, que depuis le 20 novembre un arrêté préfectoral avait placé l'établissement directement sous la tutelle du préfet et de la Direction départementale à l'action sanitaire et social (D.d.a.s.s.) pour six mois. Mais le bruit courait, entretenu par un communiqué pour le moins maladroit de la préfecture et répercuté par la presse locale, qu'au bout de six mois l'Espélidou fermerait définitivement ses portes.

« La mesure conservatoire prise par l'arrêté préfectoral n'implique en aucun cas une fermeture dans un délai de six mois. Au contraire, les pouvoirs publics et l'archevêché ont manifesté, au cours de ce dernier mois, la volonté d'aboutir à une solution qui, dessaisissant l'association actuellement détentrice des biens ou la réorganisant, permette au projet éducatif mis en œuvre par l'équipe actuelle de continuer avec les garanties indispensables à la mission d'un service public », déclarait Gérard Delfau.

En effet, au mois d'octobre dernier, le père Fabre, inculpé d'homocide involontaire



Le père Fabre.



Raphaël Asensi.

mais laissé en liberté, avait provoqué la réunion de deux assemblées générales en se gardant bien d'y convoquer le président de l'association, Gilbert Coutant de Saisseval, qu'il savait lui être opposé. Il avait fait entrer de nouveaux membres dans l'association, avait fait élire à la présidence un homme à lui et s'était fait nommer conseiller à vie de cette association. De là à revenir à la tête de l'Espélidou, il n'y avait qu'un pas, que l'abbé tortionnaire (jugé par les experts psychiatres comme paranoïaque à tendance perverse) pensait bien franchir. C'était compter sans le personnel de l'établissement, qui, après s'être réuni en assemblée générale, écrivait au garde des Sceaux : « Nous pensons qu'il est de notre devoir de vous informer du caractère violent de cet homme qui ne reculera devant rien, il en a donné la preuve, et mettra tout en œuvre afin que l'établissement ferme ses portes définitivement. Nous ne pouvons oublier ses dernières paroles : « Si je croule vous croulerez aussi », ainsi que ses actes de violence à l'égard des enfants. »

C'était compter sans les parents, qui se constituaient en association, bien décidés à se mobiliser pour que les pouvoirs publics reconnaissent que l'Espélidou, devenu grâce aux efforts de Raphaël Asensi et de son équipe un lieu d'épanouissement pour leurs enfants handicapés, ne devait pas disparaître ou retomber dans les griffes d'un bourreau.

C'était compter sans Gérard Delfau, qui, alerté par Raphaël Asensi, faisait auprès de l'archevêché et des pouvoirs publics une série de démarches. Le 12 novembre, il rencontrait le sous-préfet de Lodève. De son côté, Gilbert Sènes, député socialiste de la circonscription, écrivait au préfet de l'Hérault : « Je vous demanderais de bien vouloir prendre toutes mesures, d'abord, afin que l'établissement continue à fonctionner dans des conditions normales et, ensuite, afin d'éviter toutes manœuvres en vue de la fermeture de l'établissement et du renvoi d'un personnel compétent et dévoué. »

Le 15 novembre, à 14 h 30, le maire de Saint-André voyait, à l'archevêché de Paris, le père Giraud, chargé des problèmes de l'enfance inadaptée ; à 17 heures, il était reçu par le cardinal Marty. « Seule votre haute autorité morale peut à présent obtenir des pouvoirs publics une mesure conservatoire et éviter le pire », disait Gérard Delfau au cardinal.

Le jour même, le cardinal Marty écrivait à Fabre : « Je tiens à vous exprimer personnellement le regret que j'éprouve face à vôtre attitude et je vous renouvelle de la façon la plus instante et la plus ferme ma demande : vous n'avez reçu aucune mission de l'Eglise de Paris pour vous occuper de l'Espélidou et donc vous devez cesser immédiatement toutes relations avec cette institution. » Enfin, l'Eglise prenait clairement ses distances.

Le 18 novembre, une séance de travail au secrétariat d'Etat à l'assistance publique réunissait le père Giraud, Gilbert Coutant de Saisseval et Gérard Delfau : la décision de mise sous tutelle était prise, l'arrêté paraissait deux jours plus tard.

D'autre part, les parents d'Isabelle Le Menach, la petite victime, comme le personnel de l'Espélidou écrivaient au garde des Sceaux pour que justice soit enfin rendue. Quant aux conseillers municipaux de Saint-André, ils avaient émis « le vœu que le père Fabre soit traduit très rapidement devant la juridiction qualifiée et que le procès ait lieu maintenant dans les meilleurs délais ».

Comment se fait-il, en effet, que cet homme, qui répond à deux chefs d'inculpation, n'ait pas encore été jugé depuis bientôt deux ans ? Comment se fait-il que cet



Gérard Delfau faisant le point, le 25 novembre, à la mairie de Saint-André-de-Sangonis.



Les petites pensionnaires pendant les dernières vendanges.

homme, qui n'est resté que cinq mois en prison et est assigné à résidence dans une commune de la région parisienne, ait pu manigancer pour reprendre le pouvoir au sein de l'association gestionnaire de l'Espélidou ?

« Une plainte a été déposée tout de suite après la mort d'Isabelle, dit Me Ferran, l'avocat des parents de la petite victime, pour sévices ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Le père Fabre est donc passible de la cour d'assises. D'autre part, des violences sur des mineurs de moins de quinze ans confiés à la garde du père Fabre ont été découverts en cours d'enquête. Mais on a préféré disjoindre les dossiers : la mort d'Isabelle sans le contexte des autres sévices devient alors homicide involontaire, et c'est seulement ce que le parquet voudrait retenir. » Simone Veil n'a-t-elle pas elle-même déclaré aux parents d'Isabelle, à qui elle avait accordé une audience : « Ce n'est pas plus grave qu'un accident de voiture, c'est du ressort de la correctionnelle. »

A noter qu'après deux compléments d'enquête demandés par le procureur de Montpellier, le dossier est sur son bureau depuis le 28 juillet dernier. « Mais il n'y a aucun moyen de droit pour l'avocat, dit Me Ferran, de bousculer le procureur afin qu'il rende ses réquisitions. C'est une carence judiciaire, et ainsi on nous bloque la procédure. » A noter aussi que le magistrat instructeur n'a jamais voulu entendre, malgré les demandes de l'avocat, les enquêteurs de la D.d.a.s.s. qui avaient dit avoir été très freinés dans leur enquête parce que, leur semblait-il, des intérêts privés étaient en jeu. A noter aussi que l'avocat de Fabre est Me Delmas, l'ancien maire de Montpellier, qui se présente contre Georges Frêche sous l'étiquette P.r. aux prochaines législatives. On murmure, en effet, dans la capitale languedocienne, que Delmas craindrait, si le procès venait avant les élections, de perdre quelques voix.

Les protections dont le père Fabre a bénéficié aussi bien à l'évêché de Montpellier qu'à la D.d.a.s.s. ou qu'au ministère de la Santé jusqu'en 1976 continueraient-elles de jouer ? Sans doute, mais le sentiment, ici, est qu'on craint des éclaboussures et qu'on tente encore contre vents et marées d'étouffer l'affaire. Ce qui expliquerait que, malgré les assurances données plusieurs fois par la chancellerie aux parents d'Isabelle, on refuse de prendre, comme l'a fait l'archevêché de Paris, ses responsabilités.

Côté Espélidou, malgré l'alerte de ces dernières semaines, Raphaël Asensi et son équipe ont continué leur travail. L'ombre du père Fabre est maintenant bien effacée : la chapelle est fermée, les enfants vont à la messe dans l'église du village, seules ou accompagnées. Dans le jardin, la tombe de « Mami » ne ressemble plus à un mausolée.

Bien sûr, les châtiments corporels n'existent plus et le sinistre isoloir a été transformé en réserve à pharmacie. L'aspect des pensionnaires a changé lui aussi. Finie, la hideuse coupe au bol ! Les enfants fréquentent le coiffeur de Saint-André. Elles sortent dans le village pour s'y promener ou faire leurs achats.

« Nous essayons de provoquer des échanges à tous les niveaux, dit Raphaël Asensi. Mais, au début, j'ai été extrêmement prudent, parce que j'avais conscience que j'avais affaire à des gamines conditionnées depuis des années. Nous n'avons imposé aucun changement aux enfants, et les habitudes qu'on leur avait imposées ont disparu d'elles-mêmes. »



L'Espelidou: au premier plan, la piscine.

Les pensionnaires qui peuvent parler ne parlent plus le langage des « hunors » (humains non raisonnants), cette sous-race imaginée par Fabre. Certaines apprennent à lire, alors que Fabre interdisait a priori l'apprentissage scolaire. Deux petits garçons, demi-pensionnaires, ont ouvert l'établissement à la mixité. Les pensionnaires reviennent trois fois par an dans leurs familles pour les vacances. Les parents peuvent les prendre pour les week-ends. Actuellement, l'équipe de l'Espélidou cherche des familles de correspondants pour accueillir les enfants dont les parents habitent trop loin.

Les pensionnaires de l'Espélidou ont vendangé avec les vignerons de Saint-André. Ils vont à la kermesse des écoles et à la fête patronale. La piscine de l'Espélidou devrait être bientôt ouverte aux enfants de l'école du village.

Ouverture, c'est le maître-mot de l'équipe de Raphaël Asensi. Et, symboliquement, le sinistre portail qui cachait aux passants l'enfer du père Fabre a été remplacé par une grille à claire-voie.

EMMANUELE PLAS

LORIN MAAZEL : "LA MUSIQUE, C'EST LA COMMUNICATION"

"En vérité, je n'ai pas conscience de diriger devant les caméras. Je ne réalise pas que plusieurs millions de téléspectateurs nous observent. J'oublie le public, mais en même temps je pense toujours à lui. Avec une salle de concert ou à la télé, c'est le même public. Dans toutes les circonstances, la musique est communication. Elle est dans la nature de l'homme, et cet instinct s'exprime lorsque nous jouons, quel qu'en soit le lieu. Preuve de ce que la musique a la faculté de toucher absolument tout le monde. A chaque rencontre, un phénomène unique doit se produire. Mais on peut le déclencher par d'autres moyens, cela dépend des œuvres.

— C'est-à-dire ?

— Avec la Royal Shakespeare Company et le concours de la B.b.c., à partir de « Roméo et Juliette » nous avons imaginé un programme juxtaposant des mots et des extraits de musique pris chez Berlioz, Tchaïkovski, Prokofiev, et progressivement le public entrait dans l'univers des deux amants. A la télé américaine, j'ai conçu une émission autour de « Don Juan » : recours à la légende, séquences de Molière, analyse du thème de l'amour, critique du macho, voire clins d'œil sur les thèses féministes, airs du « Don Giovanni » de Mozart, l'ensemble s'achevant par le poème symphonique de Richard Strauss. On crée ainsi l'accessible. Tout rapport est envisageable, sauf de vendre la musique par le biais du petit écran.

— Abordons votre activité en France. Vous avez joué avec l'Orchestre national de France, avec l'Orchestre de Paris (1), avec celui de l'Opéra. Comment comparez-vous ces formations ?

— Mes expériences ont été sympathiques avec les trois. Mais j'éprouve une très grande estime pour le National, pour la qualité de ses solistes. Du reste, Bernstein, Rostropovitch le dirigent également avec infiniment de plaisir. »

Visiblement, Maazel écarte l'hypothèse d'un jugement, d'un classement. Intrusion délicate ! Il s'étend plus volontiers lorsqu'on l'interroge sur l'orchestre de Cleveland, sur les conditions matérielles de son fonctionnement.

« Cleveland travaille toute l'année, à l'exception de sept semaines de repos. Soit vingt-cinq à vingt-six semaines pour les abonnés au rythme de trois concerts par semaine. Il y a une saison d'été, pour laquelle nous disposons d'une salle dans un très beau parc à l'écart de la ville. Il y a ensuite les tournées, les matinées pour enfants, les enregistrements de disques, les émissions de télévision. Nous gagnons plus de la moitié de notre budget — ce qui est plus que la proportion habituelle —, le complément nous vient de fondations, de musiciens, de la population. En France, le système est différent, puisque l'Etat subventionne. Il est vrai que le gouvernement fédéral américain pratique de plus en plus la subvention. J'aime le système français, plus en avance sur le plan social, mais il y a dans la subvention une notion d'assistance qui me gêne.

— Et votre coopération avec l'Opéra de Paris ? Avec Liebermann, Jorge Lavelli (2), demain avec Bernard Lefort, successeur de Lierbermann ?

— Bien que je sois rarement d'accord avec une mise en scène d'opéra, j'ai beaucoup admiré celle de Lavelli pour « Pelléas ». C'est un homme aux idées simples et directes. Je rejouerai « Pelléas » en mars 1980. Quant à Liebermann, il a apporté à l'Opéra de Paris quelque chose d'important, une rigueur, une discipline et une dimension internationale sans lesquelles une scène ne vit pas. Il est indispensable que s'y croisent les meilleurs chanteurs. Avec Lefort, nous verrons... Comment établir un pronostic ?

— Vous êtes un admirateur de la musique française. Ne la néglige-t-on pas trop, surtout en France, paradoxalement ?

— Debussy est très aimé.

— Certes, mais à part le cas de Debussy, voire celui de Ravel ?

— A Cleveland, j'ai interprété la 3e Symphonie d'Albert Roussel, du D'Indy, du Fauré. En 1978, nous organiserons un festival Messiaen une semaine durant. Ça roule, chez nous, la musique française.

— J'ai beaucoup aimé votre dernier enregistrement de la Symphonie de Franck avec Cleveland (3).

— C'est une œuvre de clarté, de finesse, de légèreté, et non du sous-Wagner. On a souvent exagéré dans la relecture de certaines œuvres. Par exemple Toscanini, il a tout balayé, mais n'a-t-il pas été trop moraliste



Le 26 mars 1827, Ludwig van Beethoven s'éteignait. Le 25 mars 1977, veille du cent cinquantième anniversaire de cette disparition, Lorin Maazel dirigeait à T.f.1 la 9e Symphonie avec choeurs. D'après les sondages, environ quinze millions de Français regardèrent et écoutèrent. Mercredi prochain, 7 décembre, à 20 h 30, toujours sur T.f. 1, Maazel présentera la 5e et la 7e. Si Beethoven comme quelques-uns des plus grands musiciens, a déjà été entendu par plusieurs millions d'auditeurs, générations successives du concert puis du disque, de l'être en une seule soirée par un public aussi important, et par conséquent très divers, fait franchir à sa musique des barrières sociales et culturelles qu'aucun autre moyen ne permet de bousculer.

Lorien Maazel est l'un des artisans de cette entreprise. Quarante-huit ans, de nationalité américaine bien que né en France, successeur de Georges Szell à la tête de l'orchestre de Cleveland (l'une des meilleures formations américaines et même mondiales), Maazel a été nommé par Pierre Vozlinsky premier chef invité de l'Orchestre national de France. Résidant à Londres lorsqu'il ne travaille pas aux Etats-Unis, Lorin Maazel collabore également avec l'Orchestre philarmonique de Vienne et avec le New Philarmonia de Londres.

Enfin prodige, jeune violoniste, marié à une pianiste, il s'est fait connaître en France notamment par ses disques de musique française (Ravel, Franck, Berlioz), par son récent enregistrement de « Porgy and Bess » de George Gershwin, l'an dernier il a dirigé le « Pelléas » de Debussy à l'Opéra de Paris.

C'est à Londres, quelques jours avant son retour à la télévision française, que nous sommes allé le rencontrer. Presque en face de la Chambre des communes, séparé par la Tamise, plus haute et plus puissante que la Seine, le Royal Festival Hall symbolise la passion musicale de nos voisins britanniques. Devant une salle vide et sombre, faisant front à un orgue étonnant enchâssé dans une chaude armature de bois, Maazel achève ses répétitions avec les dernières mesures de la 40e Symphonie de Mozart. De son corps de sportif on retient surtout le maniement de la main droite, qui actionne une mince baguette blanche, et la tête brune et immense au regard noir et conquérant.

Maazel a collaboré avec la télévision, non seulement à Paris mais à Berlin et avec la B.b.c. Qu'escompte-t-il de ce mariage étonnant entre le petit écran et la musique ?



dans certains cas ? Fantastique chez Verdi, ou Wagner, il s'est trompé avec Mozart. »

Toscanini, nom prestigieux prononcé, légende du héros, du chef : les biographes soulignent que le jeune Maazel a travaillé avec Toscanini, L. Stokowski, S. Koussevitzki, pléiade fabuleuse émigrée aux Etats-Unis.

« Oui, ce sont des personnages presque légendaires. Ils concevaient la salle de concert comme une église. J'ai vécu dans ce climat mystique. Dans une espèce de rituel très beau et pas étouffant, mais qui ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui. De nos jours, les artistes sont sans doute supérieurs sur le plan technique, mais plus faibles, si je puis dire, dans l'esprit.

— Le fait que de plus en plus de solistes postulent la baguette de chef d'orchestre, est-ce une preuve de cette technicité accrue ? Vous-même, après tout, étiez d'abord un violoniste !

— Si j'ai étudié le violon pendant dix ans (j'ai joué souvent en concert), j'ai également suivi dix années durant des études de chef d'orchestre. Mais je ne crois pas à la double carrière. Beaucoup s'y lancent sans préparation. Fischer-Dieskau au pupitre, ce n'est pas sérieux. Daniel Barenboïm a un don pour les vocations et il établit un rapport entre les deux situations de chef et de pianiste. Le pianiste Ashkenazy s'annonce aussi comme un chef talentueux. Mais pensons à Rachmaninov, pianiste et compositeur de génie : il a refusé une offre de l'orchestre de Boston, jugeant que ce n'était pas sérieux. A la fin, le public juge très bien.

— A part ces cumulards, y a-t-il des chefs qui montent ?

— On ne sait jamais qui monte. Avant la guerre, l'école allemande dominait avec Bruno Walter, Otto Klemperer (je les ai connus tous deux), Wilhelm Furtwängler. Désormais, il n'y a plus d'école. Il y a dix ans encore, on lançait n'importe qui. Actuellement on est plus exigeant. Il le faut.

— La musique contemporaine influence-t-elle la vision du répertoire classique ? On a parlé de différends entre vous et Pierre Boulez ?

— La musique actuelle, c'est une autre technique. Mais elle ne me pose aucun problème, j'ai l'oreille absolue (4) et une bonne mémoire visuelle. C'est amusant à exécuter. Il faut considérer ce type d'expérimentation musicale sous la forme d'un journal musical. Je m'explique, si avec Cleveland je donne ces œuvres, c'est qu'il convient d'informer le public qu'elles existent. Après tout, on écrit des centaines de partitions chaque mois. Je suis opposé au fanatisme de certains, mais je puis les faire jouer même si je ne les aime pas comme le Japonais Takemitsu (5) ou l'Américain Elliott Carter (5).

— Qui considérez-vous comme important ?

— Olivier Messiaen, l'Américain George Crumb, l'Italien Luciano Berio pas toujours. L'Allemand Hanz Werner Henze était, il y a dix ans, le numéro un pour moi : depuis, il a subi des influences qui ont contredit ses dons (5).

— Xenakis ?

— Il est intéressant comme un homme de science. Un peu comme Arnold Schöberg, un grand théoricien de talent moyen.

— Stockhausen ?

— Franchement, je ne l'aime pas !

— Avez-vous suivi le programme de Passage du XXe siècle, organisé par Boulez ?

— Boulez, c'est différent. Il a le mérite d'une franchise totale. Il n'envisage que ce qu'il estime juste pour lui, du moins de son point de vue de compositeur. Car comme chef, par exemple, il dirige à Bayreuth.

— Pour les 5e et 7e de mercredi prochain, proposerez-vous une vision renouvelée des enregistrements les plus marquants ?

— Je me sens actuellement très porté vers Beethoven. Comme celle de Mozart, c'est une œuvre avec laquelle on est toujours en dialogue. Ça devient comme le sang, ça circule en soi. Je suis dans l'âge, la quarantaine, où l'on désire se confronter avec cet esprit têtu, génial, agressif, rêveur... Mais ce que j'éprouve est intraduisible ! »

---

(1) Fondé par Charles Munch il y a dix ans et dirigé actuellement par Daniel Barenboïm, ses concerts sont donnés au Palais des Congrès, à Paris. L'Orchestre de Paris n'a pratiquement pas circulé en province.

(2) Jorge Lavelli, metteur en scène de théâtre, d'origine argentine, a collaboré à plusieurs mises en scène d'opéras.

(3) Decca 7473. Techniquement remarquable.

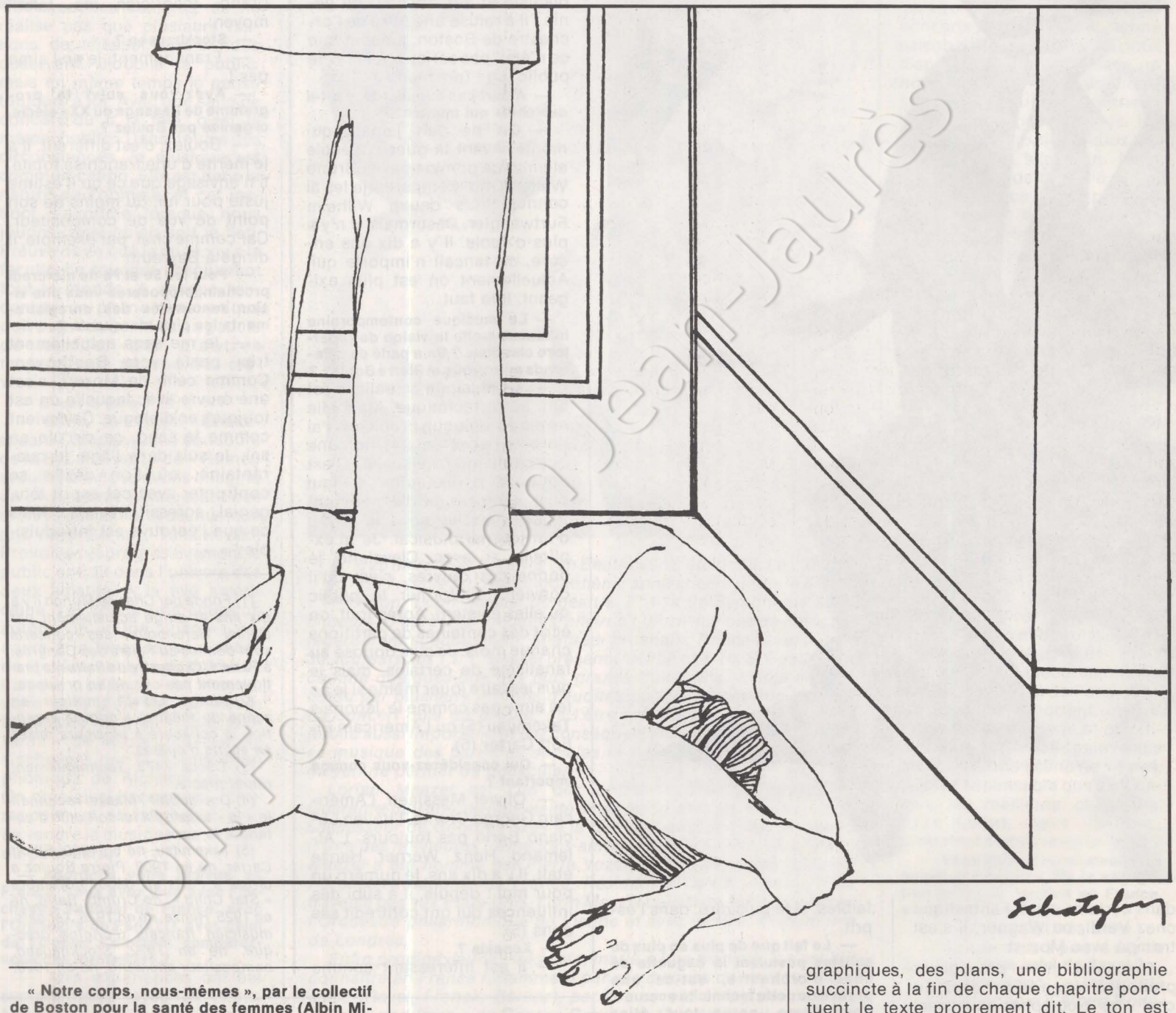
(4) Don auditif : Maazel reconnaît le « la » sans qu'il lui soit utile d'entendre le « sol ».

(5) Takemitsu, né en 1930. Elliott Carter, né en 1908. Pierre Boulez a dirigé à Paris au début novembre « Star Child », de Crumb. Berio, né en 1925. Henze, né en 1926. Xenakis, musicien français d'origine grecque, né en 1922. Stockhausen, compositeur allemand, né en 1928.

SELECTION DE DISQUES DE LORIN MAAZEL

- *Maurice Ravel : « l'Enfant et les sortilèges », orchestre national, DGG 138675. « Daphnis et Chloe », orchestre de Cleveland, Decca 7298.*
- *Manuel de Falla : « l'Amour sorcier - Danse du tricorne », orch. radio-symphonique de Berlin, DGG 139 115.*
- *George Gershwin : « Porgy and Bess », orch. de Cleveland, Decca Set 609 / II.*
- *Hector Berlioz : « Roméo et Juliette », chœurs de l'Opéra d'Etat et orch. philharmonique de Vienne, Decca SET 570 / I.*
- *J. Brahms : « Requiem allemand - Rhapsodie pour contralto », Cotrubas, Prey, Minton Ambrosian Singers, New Philharmonia Orchestra, C.b.s. (en souscription).*
- *Lugwig van Beethoven : 5e Symphonie, par l'orchestre de Cleveland. Disques C.b.s. n° 76 672, en vente au moment du concert.*

PAROLES DE FEMMES



« Notre corps, nous-mêmes », par le collectif de Boston pour la santé des femmes (Albin Michel, 240 pages).

PAR ANNE MANCERON

Avant de parler de livres plus récents, je voudrais revenir sur ce texte paru au printemps et qui me semble trop important — et toujours d'actualité — pour le laisser sous silence.

Le livre, qui avait eu beaucoup de succès aux Etats-Unis (un million d'exemplaires vendus), a été traduit et adapté par un collectif de militantes françaises. « Ecrit par des femmes pour les femmes », ce guide aborde tout ce qui concerne la femme et son corps ; dans l'ordre des chapitres : l'anatomie, la sexualité, la nutrition, le sport, le viol et l'autodéfense, la contraception, l'avortement, la grossesse, la ménopause, la santé et la médecine. J'ai dit « guide » ; en fait, c'est plutôt la description des expériences de plusieurs femmes, qui ont essayé de mettre au clair ce qu'elles vivaient.

Cela donne un ouvrage chaleureux, tonique, gai même. Et sérieux : des dessins, des graphiques, des plans, une bibliographie succincte à la fin de chaque chapitre ponctuent le texte proprement dit. Le ton est donné dès les premières pages : « Nous ne voulons en aucune manière devenir des hommes. Nous sommes des femmes et nous en sommes fières. Mais, ce que nous voulons, c'est revendiquer les qualités humaines que la société appelle « masculines » et les intégrer aux qualités prétendues « féminines », pour nous réaliser plus complètement. Cette revendication devrait libérer les hommes de la « virilité obligatoire », rôle tout aussi étouffant que le nôtre. Bref, nous voulons créer des conditions culturelles où ces qualités ne seraient plus qualifiées de féminines ou de masculines. » Une utopie ? Non, l'avenir.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

« Cahiers Colette N° 1 » (Société des Amis de Colette. Flammarion, 84 pages).

On n'en finira jamais de « découvrir » Colette. Aussi, la première publication des « Cahiers Colette », tant attendue, même si elle ne contient qu'un inédit, nous apporte un nouvel éclairage sur une œuvre, qui paraît « facile » au premier abord, mais qui recèle tant de richesses — et, avant tout, le tempérament combatif et dynamique de cette femme, dont l'image traditionnelle est plutôt associée au doux, au rond, au mélancolique, ou même au mièvre.

En ce sens, le texte de Françoise Mallet-Joris, intitulé « Une vocation féminine ? », est le plus original, car il tente d'expliquer la contradiction qui hanta Colette : en écrivant, trahissait-elle sa nature féminine ? « C'est pourquoi Colette, qui ne fut pas féministe, Colette à qui il a suffi d'être femme, Colette douta cependant si l'acte d'écrire, si l'action tout court, n'altérait pas d'une certaine façon cette nature féminine. Comme il lui semblait que le regard et le silence dussent être plus forts, plus chargés de sens que la parole ou l'écriture, il lui semblait que, plus accordée à la nature dans le sens fort du terme, la femme s'accomplit mieux en étant, en durant, qu'en agissant. » Colette a sûrement vécu cette dualité dans l'angoisse. Mais le lecteur, ou la lectrice qui l'aime, en tire plutôt une impression d'harmonie.

Maurice Goudeket, son dernier compagnon, nous décrit surtout la femme dans « l'Œil du témoin ». Ce qui n'est pas le moins intéressant. Tout comme Claude Mauriac, qui, dans « Colette méconnue », nous parle de son enfance, sa jeunesse, son arrivée à Paris avec son premier mari, Willy, et bien sûr de ses débuts littéraires. D'autre part, ce que dit Armand Lanoux des hommes dans les romans de Colette est particulièrement intéressant. Quant à Jean-Marie Le Clezio, il écrit carrément une déclaration d'amour à Madame Colette.

Mais, si je voulais faire un mauvais jeu de mots et une allitération, je dirais que l'inédit est anodin : une critique de Colette de « l'Accroche-Cœur », de Sacha Guitry. Pourtant tel qu'il est, avec une bibliographie de titres récents et trois magnifiques photos de Colette entre 1926 et 1935, ce « Cahier Colette n° 1 » doit intéresser tous les amoureux et toutes les amoureuses de Colette.

« La Cloche de détresse », de Sylvia Plath (Denoël, collection Relire, 272 pages).

Esther, une brillante étudiante, qui a gagné plusieurs concours et des bourses à son collège, fait un stage d'un mois dans un grand magazine féminin à New York, pendant les vacances d'été. Nous sommes dans les années cinquante, plus exactement celle de l'exécution des Rosenberg. Elle rencontre des gens intéressants, connus, et même très célèbres. La rédactrice en chef du magazine la prend sous son aile, et on pourrait imaginer qu'Esther a son avenir tout tracé dans ce journal. Mais, bizarrement, elle n'arrive pas à s'intéresser à ce qu'elle fait, alors qu'elle vit ce dont elle avait toujours rêvé. Ses petites histoires d'amour sont minables. Et c'est dans l'indifférence qu'elle rejoint sa mère dans la banlieue de Boston.

Là, tout s'accélère. Elle ne dort plus, ne mange plus, ne se lave plus ; elle erre dans les rues de sa ville, en cherchant un moyen de se suicider. Complètement traumatisée par une hospitalisation de quelques jours auprès d'un médecin sadique, un beau matin elle se terre dans un coin de la cave et avale des somnifères. On la cherche pendant deux jours. Scandale dans les journaux. Sa mère la découvre par hasard : Esther est à l'agonie. On la sauve, mais on l'enferme dans une clinique « spécialisée ». Sa chance sera de tomber sur une femme psychiatre, qui la comprend. Esther sera « libérée » après six mois d'enfermement, et reprendra ses études.

Racontée ainsi, on peut croire que c'est encore l'histoire d'une dépression nerveuse. Mais, d'abord, c'est un véritable coup de poing à l'estomac. On découvre le monde à travers le regard de la narratrice, qui, précisément, perd le contact d'avec ce monde : cette vision décalée, à peine déformée, met le lecteur dans le malaise, dans l'angoisse. De plus, c'est superbement écrit. L'humour est là, sous-jacent, courageux. Les descriptions de New York ou de la banlieue de Boston, par exemple, sont inattendues et émouvantes. Des réflexions font mouche : « Je commençais à comprendre pourquoi les misogynes transformaient les femmes en imbéciles. Les misogynes étaient comme des dieux : invulnérables et ivres de puissance. Ils s'abaissaient jusqu'à vous, puis ils disparaissaient. On ne pouvait jamais les rattraper. »

Rarement réquisitoire contre le mode de vie et le conformisme ambiant dans les années cinquante aux Etats-Unis ne m'a paru plus poignant. D'autant plus que l'on apprend, par la préface de Colette Audry et la notice biographique de Lois Ames, que c'est très autobiographique et que Sylvia Plath s'est finalement suicidée en 1963, à trente ans, après avoir fait de brillantes études et atteint une certaine renommée en tant que poète.

Devant un tel gâchis, on se prend à rêver. Pour une Erica Jong « le Complexe d'Icare » et « la Planche de salut », (Robert Laffont), qui semble avoir atteint un certain équilibre dans sa vie de femme et d'écrivain, combien d'existences ratées ? On peut penser par exemple à Charlotte Perkins Gilman (dont « le Papier peint jaune » est paru aux Editions des Femmes, à la fin de l'année dernière), qui faillit perdre la raison, connut la solitude et se suicida quand elle sut qu'elle était gravement malade. Et encore n'ai-je parlé que d'Américaines...

« La Cloche de détresse » est un beau roman, qui étreint le cœur et qui met la femme en garde.

DEMAIN
JAURÈS
"Livre chaleureux, livre de militant, demain JAURÈS est aussi un ouvrage d'actualité."
Thierry PFISTER - LE MONDE
Michel
BATAILLE
Préface de
François
MITTERRAND


Publiscope
29,50 F
Pygmalion
117, rue de l'Ouest 75014 Paris

au risque de vous plaire

musique

*** Athénée-Louis-Jouvet : English Chamber Wind Ensemble** (le 5 décembre).

Un ensemble prestigieux de huit instrumentistes. A leur programme : Haydn, Mozart, Lonizetti et Gounod.

*** Athénée-Louis-Jouvet : Sviatoslav Richter et Oleg Kagaan** (le 12 décembre).

Richter présente l'Ensemble du Conservatoire de Moscou et joue avec Kagaan, jeune élève de David Oistrakh. Ils interprètent Haendel, Hindemith et Berg.

*** Théâtre de la Ville : Pierre Amoyal, Frédéric Lodéon et Michèle Boegner** (jusqu'au 3 décembre, à 18 h 30).



Iannis Xenakis.

Une sonate de Franck, une de Roussel, une de Debussy et une élégie de Fauré.

*** Théâtre de la Ville : Ars Nova et Marius Constant** (le 5 décembre, à 20 h 30).

Quatre œuvres, quatre pulsations différentes : Stravinski, Penderecki, Xenakis et Constant.

*** Eglise Saint-Médard : « le Messie », de Haendel** (le 6 décembre).

Interprété par les solistes de l'ensemble vocal du Conservatoire et les chœurs de la chorale Elisabeth-Brasseur. A la baguette : Pierre Gabard.

*** Eglise de Saint-Germain-des-Prés : l'organiste Jean-Louis Gil** (le 2 décembre).

Un récital qui annonce Liszt, Durufle, Brahms et Reubke.

PROVINCE

*** Grand Théâtre de Metz : « Ariane à Naxos », de Richard Strauss** (les 2 et 4 décembre).

D'abord comédien et assistant chorégraphe chez Renaud-Barrault, André Batisse signe là sa première grande mise en scène. Il est allé chercher Ruth Falcon, une jeune cantatrice américaine. Pour la circonstance, Michel Tabachnik dirige l'Orchestre philharmonique de Lorraine.

*** Palais de la musique et des congrès de Strasbourg : Penderecki et Chostakovitch** (le 9 décembre).

Penderecki dirige l'exécution de trois de ses œuvres et d'une symphonie de Chostakovitch.

*** Grand Théâtre de Nancy : « Cosi fan tutte », de Mozart** (les 9 et 11 décembre).

Mise en scène : Jean-Claude Auvray. Direction de l'Orchestre de Nancy : Jean-Claude Casadesus.

*** Concerts de l'Orchestre philharmonique de Lille.**

Un programme Glinka, Prokofiev et Tchaïkovski à Mons-en-Barœuil, le 2 décembre, Arras le 5, Lille le 6, Denain le 8 et Boulogne-sur-Mer le 9. Un programme Ives, Banquart, Malec et Serocki à Paris, à la salle Gaveau, le 16 décembre.

*** Auditorium Maurice-Ravel de Lyon : les concerts de l'Orchestre de Lyon.**

Cycle Brahms le 12 décembre, à 20 h. Haydn, Mozart et Landowski le 15, à 20 h, et le 17, à 18 h. Chostakovitch, Berlioz et Wagner le 19, à 20 h, et le 21, à 18 h.

*** Maison de la culture d'Amiens : Journées musicales 1977** (jusqu'au 20 décembre).

Des concerts, des ateliers-rencontres (percussion, harpe, anches, piano, etc.) et des répétitions publiques. Des œuvres de Bartok, Haydn, Schumann, Bach, Brahms, Vivaldi, Rameau, Couperin, Boïeldieu, Fauré, Jolivet, etc.

CYCLE IANNIS XENAKIS (à Paris, dans la périphérie et en province).

— Auditorium du musée d'Art moderne de la Ville de Paris : concert dialogué (le 3 décembre, à 20 h).

Six œuvres : « Evryali », « Dmaathen », « Kottos », « Khoaï », « Herma » et « Nuits ».

— Théâtre du Châtelet : concerts Colonne (le 4 décembre, à 18 h 30).

Trois œuvres : « Polla Ta Dhina », « Eridanos » et « Oresteïa ».

— Conservatoire national supérieur de Musique (salle Berlioz) : audition commentée d'enregistrement (le 6 décembre, à 18 h) et répétition publique suivie d'un concert (le 6 décembre, à 20 h 45).

Deux œuvres : par l'orchestre du Conservatoire : « Metastasis » et « Pithoprakta ».

— Théâtre de la Ville : atelier en présence de l'auteur (le 8 décembre, à 20 h 30).

Quatre œuvres par l'Ensemble intercontemporain ; « N'Shima », « Epeï », « Mikka » et « Mikka S ».

— Théâtre des Champs-Elysées : trois concerts (le 15 décembre, à 20 h 30 ; le 16, à 19 h., le 17, à 10 h.)

Deux œuvres par l'Orchestre de Paris : « Antikhton » et « Erikhton ».

— Grand auditorium de Radio-France : Orgue et électro-acoustique (le 18 décembre, à 18 h 30).

Deux œuvres : « Gmeeoorth » et « Persepolis ».

— Salle Wagram : concert de l'Orchestre national de France (le 21 décembre, à 20 h 30).

Trois œuvres : « Nomos Gamma », « Cendrées » et « Jonchaies ».

— Tournée de l'Orchestre de l'Ile-de-France en périphérie parisienne.

« Eridamos » est jouée à Champs-sur-Marne (le 9 décembre), Yerres (le 10), Villejuif (le 11) et Montfermeil (le 16).

— Maison des jeunes et de la culture Magnan de Nice (le 20 décembre, à 21 h).

Les solistes et instrumentistes de l'Orchestre régional Provence - Côte-d'Azur exécutent : « Morsima-Amorsima », « Charisma », « Herma », « Anaktoria » et « Aroura ».

— Théâtre municipal de Mulhouse (le 16 décembre, à 20 h 30).

L'Orchestre régional de Mulhouse joue « Aroura ».

à ne pas manquer

Boum sur les albums

Quarante-quatre chansons d'Elvis Presley, notamment « Blue moon of Kentucky », « Hound dog », « Blueberry hill » et « Jailhouse rock », pour 93 F ! C'est la surprise qu'on n'attendait pas... et qui va enlever quelques bonnes affaires aux revendeurs de vieux disques rayés. C'est un coffret qui sort chez R.c.a., un ensemble de trois disques (R.c.a. PL 42 298) qui inaugure la collection « Coffret d'or ». Dans cette série on trouve aussi : Guy Béart (R.c.a. GB 000 20-21-22), Henri Salvador (R.c.a. PL 37 092), Harry Belafonte (R.c.a. PL 42 310) et Gato Barbieri (R.c.a. PL 42 038). On trouve surtout les musiques de films d'Ennio Morricone (R.c.a. PL 31 279) : les bandes originales de « Il était une fois dans l'Ouest », « Il était une fois la révolution », « le Maître et Marguerite », « la Bataille d'Alger », « Sacco et Vanzetti », etc.

Elvis Presley vu par Solo



Courts métrages à Lille

Le 6e Festival international du film de court métrage et du film documentaire se déroule à Lille du 5 au 11 décembre. Il s'agit de la reprise de la manifestation annuelle qui, de 1955 à 1970, s'est régulièrement tenue à Tours. Mais on sait que Jean Royer, Père la Pudeur et Dame Censure tout à la fois, s'opposa à son existence en 1971.

De 1972 à 1976, l'Association française pour la promotion du film de court métrage organisa le festival à Grenoble. Dès 1977, le festival est devenu itinérant ; on ne peut qu'y voir une heureuse initiative de décentralisation. Depuis sa création, la politique du festival n'a pas changé : « Donner à voir le panorama le plus large et le plus représentatif possible des films de court métrage, sans distinction de durée, de format ni de genre. »

livres

*** Les Lettres nouvelles.**

Chassé de chez Denoël après des années passées au service de la littérature, Maurice Nadeau a donc créé sa propre maison d'édition : les Lettres nouvelles - Maurice Nadeau. Il vient de publier successivement : « Lunar Caustic », de Malcom Lowry, « les Poignardeurs », de Leonardo Sciascia, « Janine Bloit », de Barthélemy, « les Deux Visages », de Henry James, et « Gloire des morts illustres », de Yann Gaillard. Cinq beaux livres. Ils sont distribués en librairie par Inter-Forum.

*** Le Vent du ch'min.**

Cette jeune maison est en train de publier les œuvres complètes du poète beauceron Gaston Coûté. Quatre volumes sont déjà parus. Le premier contient le texte le plus célèbre de Coûté : « la Chanson du gars qu'a mal tourné ». Le quatrième rassemble des chansons de Coûté, sous le titre « la Guerre sociale ». Le Vent du ch'min annonce une anthologie des poètes beaucerons patoisants et des études sur les rapports entre la langue française et les patois. Adresse : 5 bis, rue Roland-Vachette, 93200 Saint-Denis.

*** Gallimard.**

« L'imaginaire » : c'est le titre d'une des plus importantes collec-



Louis Aragon.

tions créées par Gallimard depuis des années. « Axée sur les constructions de l'imagination », elle entend rassembler « les textes les plus originaux des littératures romanesques française et étrangères ». Les débuts sont prometteurs. Sont déjà parus : « Un rude hiver » de Raymond Queneau, « les Palmiers sauvages », de William Faulkner, « Aurora », de Michel Leiris, « la Nuit de Londres », d'Henri Thomas, « le Cabinet noir », de Max Jacob, « l'Homme qui était mort », d'Herman Melville, et « Enfantines » de Valery Larbaud. Paraissent ces jours : « le Libertinage », d'Aragon, « Abraxas », de Jacques Audiberti, « les Iles », de Jean Grenier, et « le Vice-Consul », de Marguerite Duras. Tous livres publiés auparavant, mais difficiles à trouver aujourd'hui.

*** Le Dernier Terrain vague.**

Eric Losfeld créa le Terrain Vague. Il y publia Péret et Breton, Jarry et Picabia, L'Archi-Bras et Positif, etc. Mais le surréalisme ne nourrit guère son homme : il dut mettre la clef sous la porte... Or, voici qu'apparaît le Dernier Terrain vague, une coopérative d'édition dont Losfeld est membre. La production s'annonce éclectique. Mais une collection retient d'entrée l'attention : Changez de fiction. Le premier titre, « Sang futur », de Kriss Vilà, est un roman punk : moitié série noire, moitié science-fiction ; le tout assaisonné d'un soupçon de littérature et de plusieurs pincées de roman-photo. Le deuxième titre : « C'est tous les jours pareil », de Jean-Pierre Andrevon, rassemble vingt-sept nouvelles de fiction politique. Attendons la suite.

*** Editions Guénaud.**

Encore une collection de science-fiction : « Azimut ». A travers elle, les Editions Guénaud annoncent leur intention de faire connaître des auteurs inconnus en France ou des inédits d'auteurs confirmés. C'est à cette seconde catégorie qu'appartiennent les deux premiers titres de la Série : « Séquence Sigma », de James Blish, et « Graines d'épouvante » de Jack Finney.

télévision

VENDREDI 2 DECEMBRE

A. 2

Le quartier du Panier : le cœur du vieux Marseille découvert par André Roussin (17 h 55).

Apostrophes : cinq anciens lauréats Goncourt, de Jacques Laurent à Béatrix Beck, évoquent leurs lauriers passés (21 h 35).

« Le Chanteur de jazz » : premier film parlant et musical du cinéma (1927), avec Al Jolson, père fondateur des Black Ministrels (22 h 40).

F.r. 3

Ces agriculteurs qui ne trouvaient pas de femmes : reportage nous présentant vingt-cinq Mauriciennes devenues fermières dans le Tarn (20 h 30).

Le Pô : des Etrusques aux usines Fiat, en passant par les rizières de « Riz amer » (21 h 30).

SAMEDI 3 DECEMBRE

T.f. 1

La musique est à tout le monde : concert pour mélomanes insomniaques (22 h 45).

A. 2

Un athlète hors du commun : dans les haras normands, les chevaux champions mènent des vies de chien (17 h 10).

La course autour du monde : sur les sept globe-trotters, il ne reste qu'une femme (18 h).

« Au rendez-vous des terre-neuvas » : Simenon et Maigret enquêtent chez les loups de mer (20 h 35).



John Wayne.



Christian Barnard vu par Solo.

F.r. 3

« Henri IV » : ressuscité par Michel Poniatowski, meilleur historien que ministre (20 h 30).

DIMANCHE 4 DECEMBRE

T.f. 1

La troupe acrobatique de Rien-Tsin, vedette de la Chine populaire (16 h 05).

« Cigalon », de Marcel Pagnol : la guerre sainte que se livrent deux restaurateurs du Midi (17 h 50).

« L'Homme de Rio » : Belmondo le cascadeur dans un film de Philippe de Broca (20 h 30).

Questionnaire : Françoise Dolto, la plus sensée des psychanalystes, nous parle de son métier (22 h 25).

A. 2

« La Mafia » : en 1890, les paysans de Sicile se soulèvent pour récupérer leurs terres ; mais la Cosa Nostra veille (21 h 40).

Les veilleurs d'images : une visite à ceux qui gardent les grands émetteurs qui diffusent nos émissions (22 h 30).

F.r. 3

« Le Dernier Hussard : coproduction franco-hongroise qui cavale du côté des Magyars (20 h 05).

L'Homme en question : Arthur Conte, l'ex-président de l'O.R.T.F., ronronne sous les caméras (20 h 30).

Grotowsk et l'avant-garde du théâtre polonais, découverts par Jean-Marie Drot (21 h 30).

« Prima della Rivoluzione » : les valses-hésitations d'un marxiste bourgeois superbement analysées par Bertolucci (22 h 30).

LUNDI 5 DECEMBRE

T.f. 1

Une minute pour les femmes : Eliane Victor consacre son émission quotidienne aux problèmes du troisième âge (19 h 10).

« Affectation spéciale » : à qui se fier ? Voilà le comissaire Moulin qui conteste les méthodes de la police (20 h 30).

A. 2

La bougie : une initiation au langage du clair-obscur (17 h 55).

Alain Decaux raconte : Charlotte et Maximilien. Qu'allait faire le pauvre archiduc dans la galère mexicaine ? (21 h 55).

F.r. 3

« Airport » : Burt Lancaster et Dean Martin arbitrent un festival de catastrophes aériennes (20 h 30).

MARDI 6 DECEMBRE

T.f. 1

Le gala de l'espoir : variétés au profit de la lutte contre le cancer (20 h 30).

« Il pleut sur Santiago, mon amour » : un voyage en Galice, le « Finistère » espagnol (21 h 30).

A. 2

Dossiers de l'écran : les Français et les partis politiques. Claude Estier représente le P.s. dans cette émission, reportée du mardi 29 novembre à la suite d'une grève (20 h 30).

F.r. 3

« Alamo » : s'il n'avait tenu qu'à John Wayne, jamais les Mexicains n'auraient pris le fort Alamo (20 h 30).

MERCREDI 7 DECEMBRE

T.f. 1

En direct du théâtre des Champs-Elysées : les 5e et 7e symphonies de Beethoven, dirigées par le chef d'orchestre Lorin Maazel (20 h 30).



L'Invitation.

« Fenêtres » : film de Jeanne Labrune, unissant la fin d'un amour à la mort d'un quartier d'Amiens (22 h 10).

A. 2

« Bokassa » : les fêtes du sacre, qui céderont peut-être le pas au match de football Lens-Magdebourg (20 h 30).

F.r. 3

« L'Amuseur » : un film amer et maladroit sur les lendemains de réveillon (20 h 30).

JEUDI 8 DECEMBRE

T.f. 1

« Le Bonheur » : troisième partie du feuilleton tiré d'un roman de Plisnier. Une grande bourgeoise mésalliée broie du noir (20 h 30).

L'Evénement : Christian Barnard, l'Afrique du Sud à cœur ouvert (21 h 30).

A. 2

L'enlèvement du général Miller : Pierre Bellemare sur la piste d'un vieux général russe disparu à Paris en 1937 (20 h 35).

F.r. 3

« Docteur Françoise Gailland » : film de Bertuccelli, dans lequel l'hyper-dynamique Annie Girardot se bat contre un cancer (20 h 30).

Pour Le Matin, la qualité de la vie commence par la qualité de l'information.

Le Matin s'est donné pour mission de traiter en profondeur tous les sujets. Chaque matin, Le Matin vous informe avec sérieux et objectivité de toute l'actualité en France et dans le Monde. Chaque matin, des enquêtes et des dossiers sur la vie des Français vous permettent de mieux comprendre les problèmes sociaux de notre pays. Chaque matin, une rubrique de grande qualité sur les arts, la culture et les sports, vous offre des sujets de réflexion, d'indignation ou d'enthousiasme. Chaque matin, vous êtes bien informés. A la première heure.

LE MATIN
votre quotidien



40 % de réduction pour les lecteurs de l'Unité

Bulletin d'abonnement

à remplir et à retourner au Matin, Service abonnements, 215, boulevard Mac Donald, 75019 Paris.

Je désire m'abonner au Matin, en bénéficiant de l'offre spéciale réservée aux lecteurs de l'Unité :

☐ *Pour 6 mois au prix de 150 F au lieu de 248 F **
☐ *Pour 1 an au prix de 298 F au lieu de 496 F **

** prix de vente au numéro*

Nom : _____ *Prénom :* _____

N° : ____ *Rue :* _____

Code postal : _____ *Ville :* _____

UN 4



PETITES ANNONCES

Militant socialiste, 25 ans, licence d'anglais, recherche poste auprès de jeunes ou de personnes du 3e âge dans municipalité, association ou collectivité (région parisienne).

A été animateur de clubs de jeunes et attaché à la direction générale d'une association internationale (voyages et rencontres).

Ecrire à : Guy Rossi, 1 bis, allée des Jeux, 94310 Orly.

Créateur d'objets en bois : jouets, petits meubles, objets décoratifs...

Prends contact avec nous, qui fondons une société coopérative de production dans le sud du Tarn.

Pour premier contact : Didier Houlès, 47, rue Henri-Simon, 81100 Castres. Tél. : (63) 59-25-41.

La mairie de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). 30 200 habitants, recrute de toute urgence un opérateur offset.

Adresser candidature et C.v. à M. le Maire, 93330 Neuilly-sur-Marne.

Le foyer communautaire de vacances de Saint-Martin-de-Bavel organise des semaines de ski de fond du 4 janvier 1978 au 11 février 1978. Lieu : centre familial de vacances des « Bergonnes », Hotonnes, 01260 Champagne-en-Valromey.

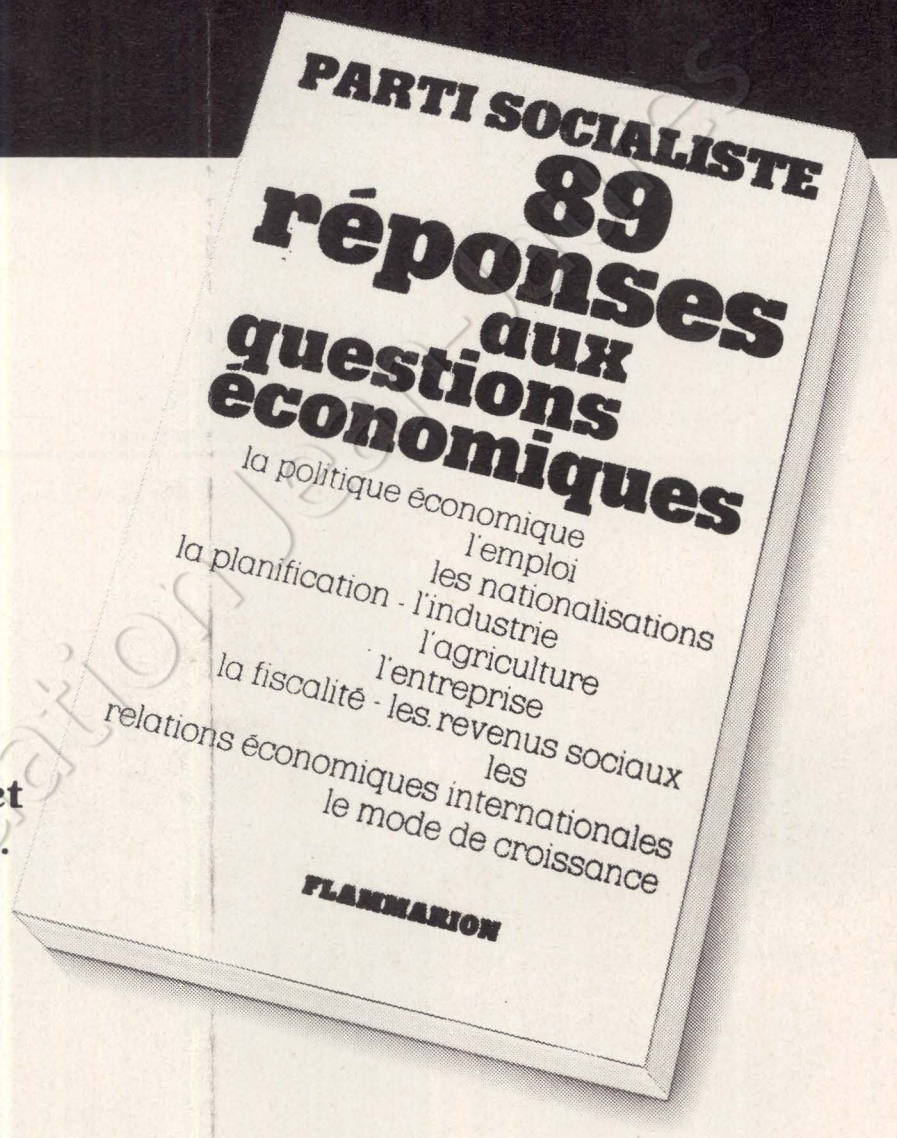
Coût : 500 F TC par personne (pension complète + matériel de ski de fond et encadrement). 800 F pour un couple.

Inscriptions : « Grand-Logis », 01510 Saint-Martin-de-Bavel.

Ville de Meyzieu (Rhône), 25 000 habitants, recherche directrice de crèche (40 lits), nouvel équipement devant ouvrir au printemps 1978. Logement de fonction assuré.

Envoyer candidature et C.v. avant le 15 décembre à M. le député-maire de Meyzieu, mairie, 69330 Meyzieu.

Le premier parti politique qui répond clairement aux questions que tout le monde se pose.



Le plus complet des argumentaires. 128 pages, 8 F.

FLAMMARION

Synergie, K.E.

Coll. Fondation



Encore une bonne farce aux infidèles. Nous, les templiers, on sait vivre. Et notre banyuls, le Templers, n'est pas fait pour les incroyants : c'est la fine fleur du banyuls, vieilli 2 ans au moins en fût de bois dans nos caves millénaires.

Quand on obtient une bouteille d'un pareil joyau, on a intérêt à se la tenir à deux mains.

Banyuls Templers.
L'héritage des bons vivants.

CREHALET FOLIOT ROBERT PARTNERS